

Ecrit par le 18 mai 2026

63% des Provençaux ont effectué leurs achats de Noël à la dernière minute sur les 3 dernières années



Selon l'étude 'Fêtes de fin d'année & pouvoir d'achat' menée par [Ankorstore](#), la plateforme professionnelle qui connecte plus de 300 000 commerçants à 30 000 marques en Europe, en partenariat avec l'institut [YouGov](#), 64% des Français admettent avoir attendu au moins une fois la dernière minute pour acheter leurs cadeaux de Noël au cours des trois dernières années. Une tendance similaire apparaît en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Que ce soit par manque d'inspiration, procrastination, par oubli ou pour profiter des meilleures offres, les

Écrit par le 18 mai 2026

achats de dernière minute sont devenus une habitude bien ancrée chez les Français pendant la période des fêtes. Ainsi, 64% d'entre eux admettent avoir attendu au moins une fois la dernière minute pour acheter leurs cadeaux de Noël au cours des trois dernières années. Cette tendance profite aussi bien aux commerces de proximité qu'aux grandes surfaces, confirmant l'importance de cette période pour le commerce toujours d'après l'étude 'Fêtes de fin d'année & pouvoir d'achat' menée par Ankorstore, la plateforme professionnelle qui connecte plus de 300 000 commerçants à 30 000 marques en Europe, en partenariat avec l'institut YouGov. Focus ci-après sur la version Provence-Alpes-Côte d'Azur de cette étude.

Plus de deux tiers des Provençaux procrastinent

63%. Tel est le pourcentage de Provençaux qui ont déjà effectué des achats de Noël à la dernière minute au cours des trois dernières années (vs 64% à l'échelle nationale). Parmi eux, 28% sont des habitués des courses de dernière minute, ayant attendu le dernier moment pour réaliser au moins un achat de Noël lors de chacune des trois dernières années. Cette tendance s'inscrit dans un contexte où près d'un habitant de la région sur deux (44%) considère Noël comme une source de stress financier. En revanche, 30 % des Provençaux déclarent ne jamais avoir fait leurs achats de Noël à la dernière minute au cours des trois dernières années, adoptant ainsi une approche plus anticipée.

Cette tendance se reflète chez leurs voisins les Occitans qui sont aussi 63% à avoir déjà effectué des achats de Noël à la dernière minute au cours des trois dernières années. Cependant, ils ne sont que 7% à n'avoir jamais fait leurs achats à la dernière minute au cours des trois dernières années.

Certains anticipent, d'autres moins

Côté organisation, chacun fait à sa manière. Cela vaut en fonction des régions, où les habitants des Pays-de-la-Loire, de l'Auvergne-Rhône-Alpes (61%), le Grand-Est (60%) et surtout le Centre-Val-de-Loire (56%), sont moins enclins aux achats de dernière minute que la moyenne nationale. Tandis qu'en Bretagne (65%), Bourgogne-Franche-Comté (66%), en Normandie (68%) et Île-de-France (70%), les habitants sont adeptes des emplettes en "last-minute". Les Provençaux sont plutôt à l'image du reste du pays avec 63% contre 64% à l'échelle hexagonale.

À l'échelle nationale, on observe également des différences entre les habitudes des générations. Si les millenials (18-34 ans) sont 74% à avoir déjà fait des achats à la dernière minute, ils ne sont que 56% chez les plus de 55 ans. Les femmes semblent également plus organisées que les hommes, car elles sont 60% à avoir déjà fait des achats au dernier moment contre 68% pour leurs homologues masculins.

Mais pourquoi s'y prend-on à la dernière minute en PACA ?

Les raisons qui motivent ou expliquent ces achats de dernière minute sont multiples. La difficulté à trouver de bonnes idées de cadeaux (46%), l'attente de promotions (32%) pour respecter un budget parfois serré (543€ cette année en PACA) et le manque de temps (31%) sont les principales raisons avancées par les Provençaux devant les oublis qui représentent tout de même 18%. Enfin, les achats de dernière minute constituent un mode de consommation délibérément choisi pour 16% des Provençaux.

Ecrit par le 18 mai 2026

Un temps fort pour une part importante des commerces indépendants

Autre enseignement de l'étude menée par Ankorstore, ces achats de tout dernier moment profitent aux galeries marchandes, aux acteurs de l'e-commerce, mais également aux commerces indépendants. En effet, si les centres commerciaux (90%), les grandes enseignes (83%) et les sites de vente en ligne avec livraison rapide garantie (63%) sont largement plébiscités, les indépendants parviennent à tirer leur épingle du jeu : 64% des consommateurs retardataires ou moins pressés se tournent vers des commerces de proximité pour leurs achats.

Les achats de dernière minute représentent ainsi un réel temps fort pour les indépendants puisque 32% des commerçants estiment la part des achats-cadeaux de dernier moment à plus de 25% de leurs ventes de fin d'année. Un volume non négligeable quand on sait que la période des fêtes de fin d'année représente jusqu'à 75% du chiffre d'affaires pour plus de 4/5 des commerçants.

67% des Français envisagent de donner de l'argent à leurs proches pour Noël

Ecrit par le 18 mai 2026



L'organisme spécialisé en statistiques [Flashes](#) a réalisé une étude pour le site [Galeon](#). 2 000 personnes âgées de 18 ans et plus ont été sondées concernant leur préférence en termes de cadeau. Beaucoup espèrent trouver une enveloppe plutôt qu'un paquet-cadeau sous le sapin dans quelques jours.

Le rush vers les cadeaux de Noël est bien entamé et, avec lui, l'éternel casse-tête auquel des millions de Français sont confrontés chaque année : trouver le présent idéal, celui qui fera plaisir sans faire doublon, celui qui évitera la faute de goût, celui qui ne se retrouvera pas sur EBay ou Le Bon Coin le soir même.

Et si offrir de l'argent était la solution à ces contingences de temps et de choix ? Les résultats de l'étude menée par l'organisme spécialisé en statistiques Flashes pour le site Galeon auprès de quelque 2 000 personnes sont de nature à rassurer celles et ceux qui hésitent encore : non seulement une très large majorité approuve la démarche, jugée aussi utile que pratique, mais une part non négligeable espère trouver une enveloppe plutôt qu'un paquet-cadeau sous le sapin dans quelques jours.

Il est même possible de conjuguer don d'argent et originalité en convertissant son cadeau en cryptomonnaie, une perspective qui séduit plus de la moitié des membres de la Génération Z !

Ecrit par le 18 mai 2026

Plus d'1 Français sur 5 espère recevoir de l'argent à Noël

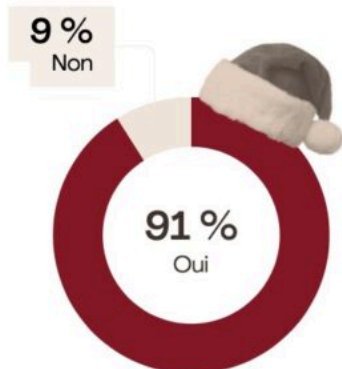
Si les cadeaux traditionnels emballés sous le sapin ont toujours la préférence des Français - 51% attendent ce type de présent cette année -, recevoir de l'argent est espéré par quelque 22% des personnes interrogées.

C'est notamment le cas des plus jeunes (44% des 18-24 ans), des plus modestes (34% de celles et ceux percevant moins de 1 300€ nets/mois) et des femmes (26% contre 18% des hommes).

Les plus jeunes préfèrent recevoir de l'argent

► De manière générale, fêtez-vous Noël ?

Base : À toutes et tous (Effectif : 2000)



► Quel type de cadeau préférez-vous recevoir pour Noël en général ?

Base : À toutes et tous (Effectif : 2000)



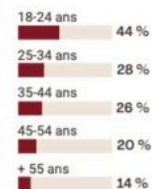
LES FEMMES

sont plus nombreuses que les hommes à préférer recevoir de l'argent pour Noël.



PLUS ON EST JEUNE,

plus on préfère recevoir de l'argent pour Noël.



GALEON

FLASHS

©Flashs / Galeon

Les 2/3 envisagent de donner de l'argent à leurs proches cette année

66% des Français pensent offrir de l'argent à leur cercle intime, dont 33% en sont certains.

C'est particulièrement vrai pour les plus de 55 ans, qui sont 75% à en avoir l'intention, et des répondants dont le revenu dépasse 2 500€ nets/mois (72%).

En revanche, à peine plus de la moitié (57%) des plus modestes sont dans ce cas.

9 Français sur 10 ont déjà offert ou reçu de l'argent à Noël

Donner ou recevoir de l'argent à l'occasion des fêtes de fin d'année est une pratique courante et bien

Écrit par le 18 mai 2026

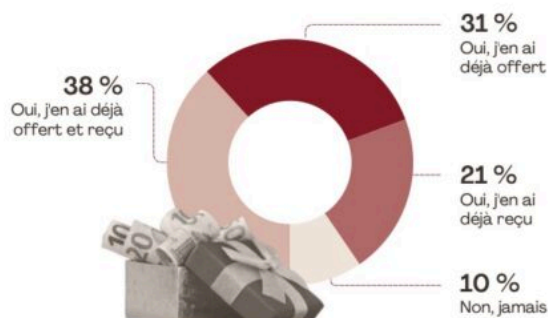
ancrée. Pour preuve, 90% des répondants ont déjà vécu l'une et/ou l'autre de ces situations.

D'ailleurs, les Français y sont très majoritairement favorables : près de 7 sur 10 (68%) estiment que cela permet à son destinataire de s'offrir ce qu'il souhaite et 16% y voient le moyen d'éviter le sempiternel casse-tête du cadeau idéal à dénicher.

Toutefois, une petite partie des personnes interrogées n'adhèrent pas à ce principe, soit parce qu'elles jugent qu'offrir de l'argent est trop impersonnel (12%), soit parce qu'elles sont gênées que la valeur de leur cadeau soit totalement transparente (4%).

Un cadeau jugé utile et pratique

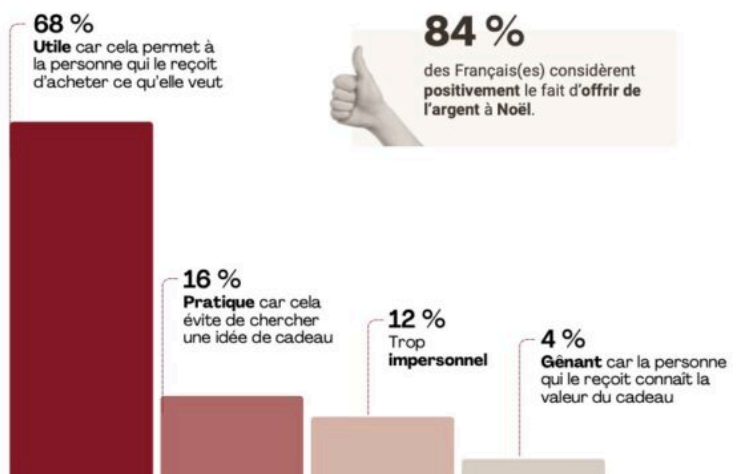
► Avez-vous déjà offert ou reçu de l'argent (espèces, chèque ou virement) en cadeau à Noël ?
Base : À toutes et tous (Effectif : 2000)



9 PERSONNES SUR 10
déclarent avoir déjà offert ou
reçu de l'argent pour Noël.



► Selon vous, offrir de l'argent à Noël, c'est :
Base : À toutes et tous (Effectif : 2000)



84 %
des Français(es) considèrent
positivement le fait d'offrir de
l'argent à Noël.

La génération Z attirée par les cryptomonnaies

Si elles restent encore confidentielles dans leur fonctionnement, les cryptomonnaies - Bitcoin, Ethereum et autres Solana -, font doucement leur chemin vers le sapin. Ainsi, 22% des Français n'excluent pas l'idée d'offrir des cryptoactifs à leurs proches à Noël, tandis que 41% seraient curieux ou enthousiastes d'en recevoir, notamment les 18-24 ans (57%).

Quant à savoir si les monnaies numériques représentent un cadeau d'avenir, les Français qui pensent qu'elles resteront réservées aux initiées (44%) sont deux fois plus nombreux que ceux qui, au contraire, estiment qu'elles vont se démocratiser dans les prochaines années (22%). La voie s'ouvre, certes, mais la

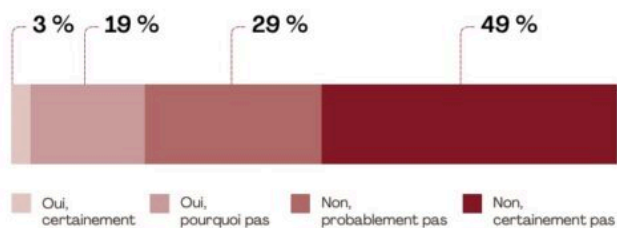
Ecrit par le 18 mai 2026

route est encore longue.

Crypto à Noël : les Français encore timides

► Seriez-vous prêt(e) à offrir de la cryptomonnaie en cadeau à Noël ?

Base : À toutes et tous (Effectif : 2000)

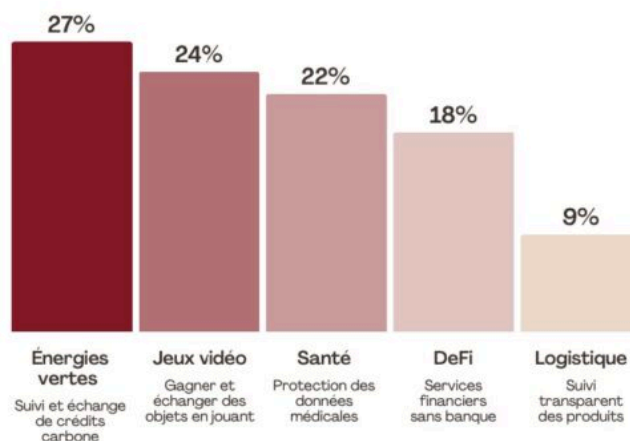


1 FRANÇAIS(ES) SUR 5
serait prêt(e) à offrir de la cryptomonnaie pour Noël.



► Si vous deviez offrir des cryptomonnaies pour Noël, dans quel domaine principalement souhaiteriez-vous les investir ?

Base : À toutes et tous (Effectif : 2000)



Ω GALEON

©Flashes / Galeon

FLASHS

[Étude réalisée par Flashes pour Galeon](#)

Les salariés et le vendredi au travail : c'est déjà le week-end ?

Ecrit par le 18 mai 2026



À l'heure des RTT, du télétravail largement démocratisé depuis la crise sanitaire de la Covid-19, ou encore de l'intérêt porté aujourd'hui à la semaine en quatre jours, comment les salariés vivent-ils réellement cette journée charnière ? Travaillent-ils autant que les autres jours ? Sont-ils plus détendus ? Reportent-ils au lundi des tâches qu'ils auraient pu accomplir en fin de semaine ? Quelles initiatives pourraient rendre leurs vendredis au bureau plus attractifs ? L'agence de création et diffusion d'histoires statistiques [FLASHS](#) a réalisé une étude sur le sujet pour la plateforme d'hébergement [Hostinger](#).

À peine plus de la moitié des salariés (51%) se rendent systématiquement au bureau le vendredi. En ajoutant celles et ceux qui disent y aller la plupart du temps, soit 27% des répondants, ce sont près de 8 salariés sur 10 qui sont très régulièrement présents sur leur lieu de travail le dernier jour ouvré de la semaine.

En l'espèce, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer qu'elles s'y rendent toujours (55% contre 46%). Selon les âges, les proportions varient également : 59% des 50-64 ans sont dans ce cas contre une minorité chez les 25-34 ans (46%) et les 35-49 ans (47%).

Quelque 14% des salariés ne vont jamais au bureau le vendredi, soit parce qu'ils sont en télétravail

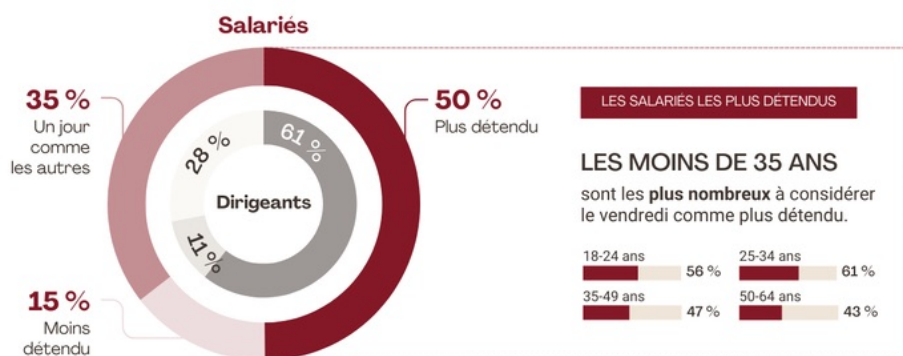
Ecrit par le 18 mai 2026

(11%), soit parce qu'ils ne travaillent jamais ce jour-là (3%).

Une journée jugée plus détendue, surtout par les jeunes

Si elle n'est pas usurpée, la réputation d'une forme de lâcher prise le vendredi n'est toutefois ressentie que par la moitié (50%) des personnes interrogées dans cette étude, qui voient cette journée de travail comme plus détendue que les autres. Pour plus du tiers d'entre elles (35%), c'est tout simplement un jour classique de la semaine, quand 15% constatent au contraire que leurs vendredis sont moins détendus. Les salariés les plus jeunes sont les plus nombreux à considérer que le vendredi est une journée plus détendue que les autres.

► Très franchement, comparé aux autres jours ouvrés de la semaine, diriez-vous que le vendredi est ...
À tous et toutes



LA MOITIÉ DES SALARIÉS

considèrent le vendredi comme une **journée plus détendue** que le reste de la semaine.

61 %

Cette opinion est **encore plus marquée chez les chefs d'entreprise**, avec 61 % d'entre eux partageant cet avis.

HOSTINGER

FLASHS

©Flashes/Hostinger

28% des salariés travaillent moins le vendredi

Si la moitié des salariés sont d'avis que le vendredi est plus détendu que les autres jours, cela ne signifie pas pour autant qu'ils travaillent tous moins. En effet, ils ne sont que 28% à le dire contre plus de 6 sur 10 (63%) qui affirment travailler autant. Pour 9% des répondants, le vendredi apparaît même comme un jour où la charge de travail est plus importante.

Là encore, d'importantes disparités apparaissent selon l'âge des personnes interrogées : les plus jeunes, ceux qui déclarent comme on l'a vu que le vendredi est plus détendu, sont aussi ceux qui disent moins travailler ce jour-là : 35% des 18-24 ans adhèrent à cette proposition, soit deux fois plus que les plus de 50 ans (17%).

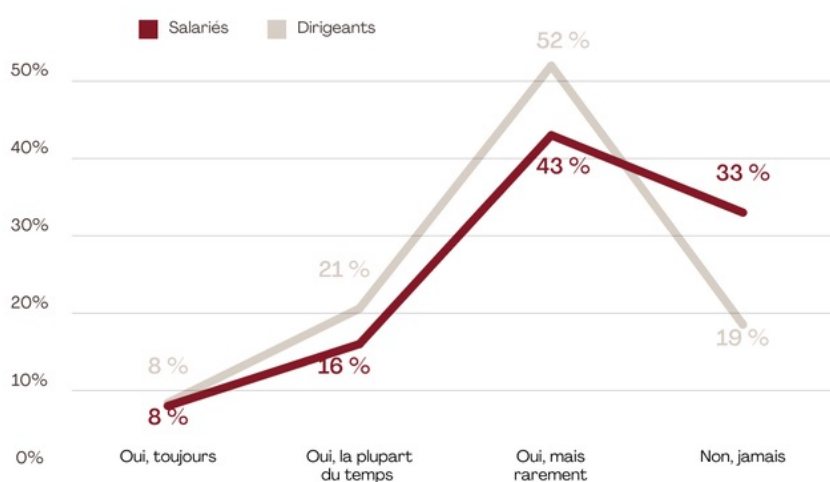
Ecrit par le 18 mai 2026

On verra ça lundi...

Lorsqu'arrive la fin de semaine, est-on tenté de laisser de côté une tâche, un dossier pour y consacrer du temps le lundi suivant ? Selon une [étude de Hostinger sur la procrastination](#), 67% des dirigeants reportent parfois des tâches au lundi, une tendance qui reflète des comportements similaires chez les salariés.

► Vous arrive-t-il de reporter au lundi des tâches que vous auriez pu effectuer le vendredi ?

À toutes et tous



67%

des salariés admettent reporter des tâches au lundi qu'ils auraient pu effectuer le vendredi.



Un comportement encore plus fréquent chez les chefs d'entreprise (81%).

HOSTINGER

FLASHS

©Flashes/Hostinger

La relation plus souple des jeunes générations au travail le vendredi se confirme à nouveau au regard des réponses apportées à cette question. En effet, 33% des 18-24 ans et 38% des 25-34 ans décalent tout le temps ou la plupart du temps des tâches du vendredi au lundi, une pratique à laquelle n'adhèrent que 13% des plus de 50 ans.

Malades imaginaires

Qui n'a jamais songé à rallonger son week-end au dernier moment ? Mais il est généralement difficile de poser un jour de congé en urgence ou de s'absenter sans excuse valable. Dans ce cas, l'arrêt maladie de circonstance peut être une solution. Une pratique à laquelle près d'1 salarié sur 5 (18%) a déjà eu recours pour ne pas venir au travail un vendredi.

En l'espèce, les hommes (21%) sont plus nombreux que les femmes (15%) à avoir obtenu un certificat médical alors qu'ils n'étaient pas malades. Les jeunes en sont également largement plus adeptes que les seniors : 33% des 18-24 ans et 23% des 25-34 ans ont été dans ce cas contre seulement 6% des 50-64

Ecrit par le 18 mai 2026

ans. Par ailleurs, les salariés célibataires simulent plus souvent être souffrants que leurs collègues mariés ou pacsés (25% contre 15%).

Des attentes plus ou moins prises en compte

On l'a vu, tout juste la moitié des personnes interrogées se rendent physiquement au travail le vendredi, ce qui suppose divers aménagements dans l'emploi du temps des autres (semaine de 4 jours, télétravail, temps partiel...). Mais en l'occurrence, les attentes des salariés vis-à-vis de l'organisation du travail le vendredi sont-elles prises en compte par leur hiérarchie ?

S'ils répondent globalement oui (69%), le détail des résultats apporte des nuances prononcées. Ainsi, moins de la moitié (48%) disent qu'elles sont complètement (16%) ou en grande partie (32%) reconnues.

Les femmes sont celles qui se sentent les moins écoutées dans la mesure où 35% d'entre elles estiment que leurs attentes sont ignorées, un avis partagé par 27% des hommes. Et c'est dans les grandes entreprises que les aspirations des salariés concernant le vendredi semblent négligées : 37% des employés de sociétés de plus de 5 000 salariés le ressentent contre 32% dans les Très Petites Entreprises (TPE), 29% dans les Petites et Moyennes Entreprises et 28% dans les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI).

Partir plus tôt, une initiative séduisante

Parmi différentes initiatives qui rendraient selon les salariés le vendredi plus attrayant au bureau, la possibilité de partir plus tôt arrive très largement en tête des propositions. 37% des répondants adhèrent à cette idée, notamment les femmes qui sont 41% à y souscrire afin de répondre aux contraintes familiales et domestiques qui restent, comme le montrent régulièrement les études sur le sujet, majoritairement à leur charge.

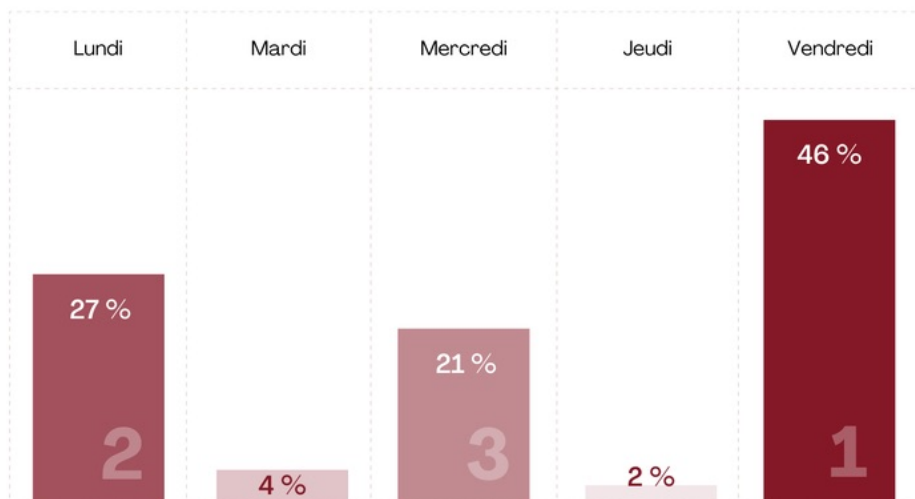
Partir plus tôt est également plébiscité par les plus de 50 ans (40% y sont favorables), contrairement aux 18-24 nettement moins intéressés par cette solution (23%). Ces derniers privilégient, bien plus que les autres tranches d'âge, le renforcement des liens entre collègues avec l'organisation de petits-déjeuners et déjeuner d'équipe (35% contre 23% chez les 25-34 ans par exemple).

Semaine en 4 jours : exit le vendredi

Imaginons que la semaine en quatre jours soit mise en œuvre dans votre entreprise. Quel jour préféreriez-vous ne pas travailler ? Pour les 1 000 salariés interrogés dans notre étude, la réponse est claire et nette : 46% choisissent le vendredi avant les autres jours afin de bénéficier dès la fin de semaine d'un week-end de trois jours.

Ecrit par le 18 mai 2026

► Si la semaine de 4 jours était instaurée dans votre entreprise, quel jour ouvré préféreriez-vous ne pas travailler ?
Uniquement aux salariés



SI LA SEMAINE DE 4 JOURS ÉTAIT MISE EN PLACE

et que les salariés pouvaient choisir, ils privilégieraient de **ne pas travailler le vendredi** (le lundi arrive en seconde position).

©Flashes/Hostinger

En la matière, les réponses varient peu selon le genre des répondants, les femmes étant légèrement plus nombreuses que les hommes à dire qu'elles ne travailleraient pas le mercredi (23% contre 19%) si cela leur était possible. Le mardi (4%) et le jeudi (2%) ne présentent guère d'intérêt et sont pour leur part quasiment ignorés.

Le point de vue des dirigeants

Également interrogés sur leur vision du vendredi au travail, les dirigeants d'entreprise fournissent des réponses qu'il est intéressant de comparer à celles des salariés.

Une présence plus forte au bureau le vendredi. 92% des chefs d'entreprise indiquent se rendre au bureau le vendredi contre 86% des salariés. Mais ils sont moins nombreux à dire qu'ils y vont systématiquement (42% contre 51%).

Détente. Pour 61% des dirigeants, le vendredi est un jour plus détendu que les autres. C'est 11 points de plus que les salariés (50% ont ce sentiment).

Tâches reportées. Les dirigeants sont nettement plus nombreux que les salariés à dire qu'ils ont déjà reporté au lundi des tâches qu'ils auraient pu effectuer le vendredi. C'est le cas de plus de 8 sur 10 (81%) contre 67% parmi les salariés.

Arrêts maladie. 18% des salariés admettent avoir déjà posé un arrêt maladie sans être souffrants un

Écrit par le 18 mai 2026

vendredi. De leur côté, 48% des dirigeants estiment qu'il y a plus d'arrêts maladie dans leur entreprise le vendredi que les autres jours.

Des vendredis plus attractifs. 67% des dirigeants indiquent qu'ils ont consulté leurs salariés sur leurs préférences dans l'organisation des vendredis. Un chiffre à rapprocher des 69% des salariés qui considèrent que leurs attentes en la matière sont - plus ou moins - prises en compte par leur hiérarchie.

*Étude réalisée par FLASHS pour Hostinger
du 23 au 29 août 2024
auprès d'un double panel Selvitys
de 1 000 salariés et de 1 000 dirigeants d'entreprise
de plus 18 ans.*

35% des habitants de la région PACA ressentent le besoin de repartir en vacances dès leur retour

Ecrit par le 18 mai 2026



Selon une étude récente réalisée par [OnePoll](#) et [72 Point Media](#) pour la marque japonaise de design [MUJI](#), 25% des Français ressentent encore le besoin de repartir en vacances dès leur retour. En région PACA, ce besoin est particulièrement prononcé, avec 35% des habitants qui ressentent l'envie de repartir en vacances immédiatement après leur retour.

Les vacances, ce moment tant attendu pour se détendre et enfin se reposer, ne parviennent pas toujours à combler nos attentes en matière de sommeil. En région PACA, 47% des habitants admettent se sentir tristes ou moroses au moment de revenir à leur quotidien, et 17% se disent même anxieux à l'idée de reprendre le travail ou leurs activités habituelles.

86% des habitants de la région considèrent qu'il est très important ou assez important de se sentir reposés à leur retour de vacances. Pourtant, malgré cette attente, 31% des habitants de la région PACA ne parviennent pas à se sentir pleinement revigorés.

Si ces chiffres vous parlent, c'est tout simplement qu'il est peut-être temps de repenser votre façon d'organiser vos prochaines vacances. Pour ce faire, MUJI a réalisé un quiz '[Journey to Better Sleep](#)', conçu pour vous aider à évaluer l'impact réel de vos vacances sur votre sommeil et par conséquent, sur votre bien-être.

Le sexe en 2024 : comment les Français vivent leur sexualité à l'ère du numérique ?



Quarante ans après l'arrivée du Minitel rose qui avait marqué l'entrée dans l'ère de la sexualité numérique, l'Hexagone n'échappe pas au phénomène de transformation digitale de la sexualité observé ces dernières années dans nombre de pays occidentaux. L'institut [Discury](#) a mené une enquête, pour [Xlovecam](#), qui met en lumière une société en quête de nouveaux repères sexuels, oscillant entre désir d'expérimentation, persistance des clivages de genre et craintes d'un impact négatif du numérique sur l'intimité. Réalisée auprès d'un échantillon national représentatif, cette étude met ainsi en lumière une sexualité française en transition, où

Ecrit par le 18 mai 2026

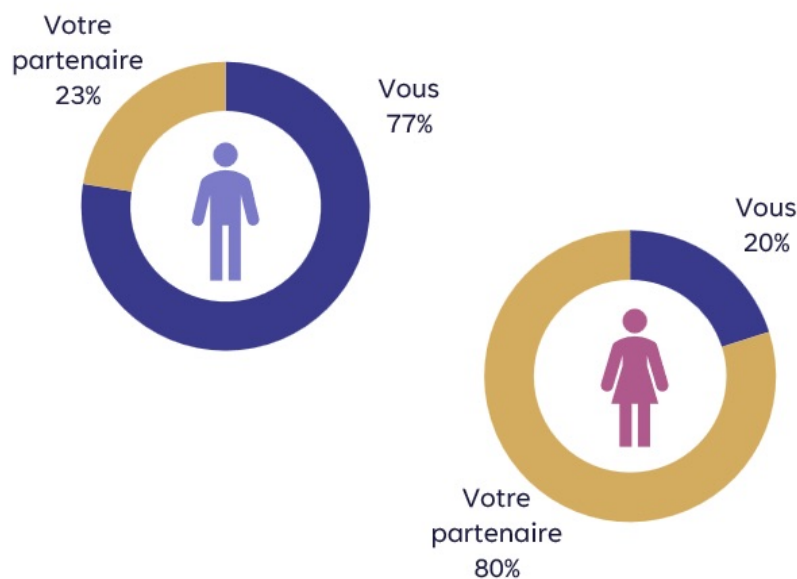
cohabitent des pratiques traditionnelles et une intégration des nouvelles technologies, qui redéfinit les contours de la vie intime à l'ère d'Internet et des réseaux sociaux.

La place qu'occupe aujourd'hui le sexe dans la vie des femmes est beaucoup moins grande qu'il y a une trentaine d'années si l'on en juge par leur désintérêt croissant pour l'activité sexuelle : 51% des Françaises accordent aujourd'hui de l'importance à la sexualité dans leur vie, contre 82% en 1996 (étude Ifop-ELLE, 1996). À l'inverse, le sexe reste un enjeu plus important pour les hommes : les deux tiers (69%) des hommes la considèrent comme importante dans leur vie.

Ce *gender gap* de 18 points souligne la persistance de modèles culturels différenciés, où la sexualité reste plus centrale dans la construction de l'identité masculine.

Ce besoin de sexe très genré s'observe aussi dans la perception de la libido dans le couple : plus des trois quarts des hommes admettent qu'ils ont plus souvent envie de faire l'amour (77%) que leur partenaire (23%), soit des réponses très cohérentes avec celles des femmes qui sont tout aussi nombreuses (80%) à reconnaître que leur conjoint a la plus grande libido...

Différences de libido entre les femmes et les hommes



Base totale Français 18+ en couple : 500 individus

Q16 - Dans votre couple, lequel des deux partenaires a le plus souvent envie de faire l'amour

Et très logiquement, ce surplus masculin de « pulsions sexuelles » se retrouve dans leur pratique de la masturbation : 36% des hommes se masturbent au moins une fois par semaine, contre seulement 19% des femmes. Et l'écart est encore plus frappant dans la pratique quotidienne : 13% des hommes contre

Ecrit par le 18 mai 2026

3% des femmes...

À l'heure où on s'affranchit de la contrainte du devoir conjugal, l'ampleur de ce *gender gap* pose la question de l'adéquation des attentes au sein des couples hétérosexuels, invitant à repenser les discours sur la sexualité à l'aune de la diversité des aspirations.

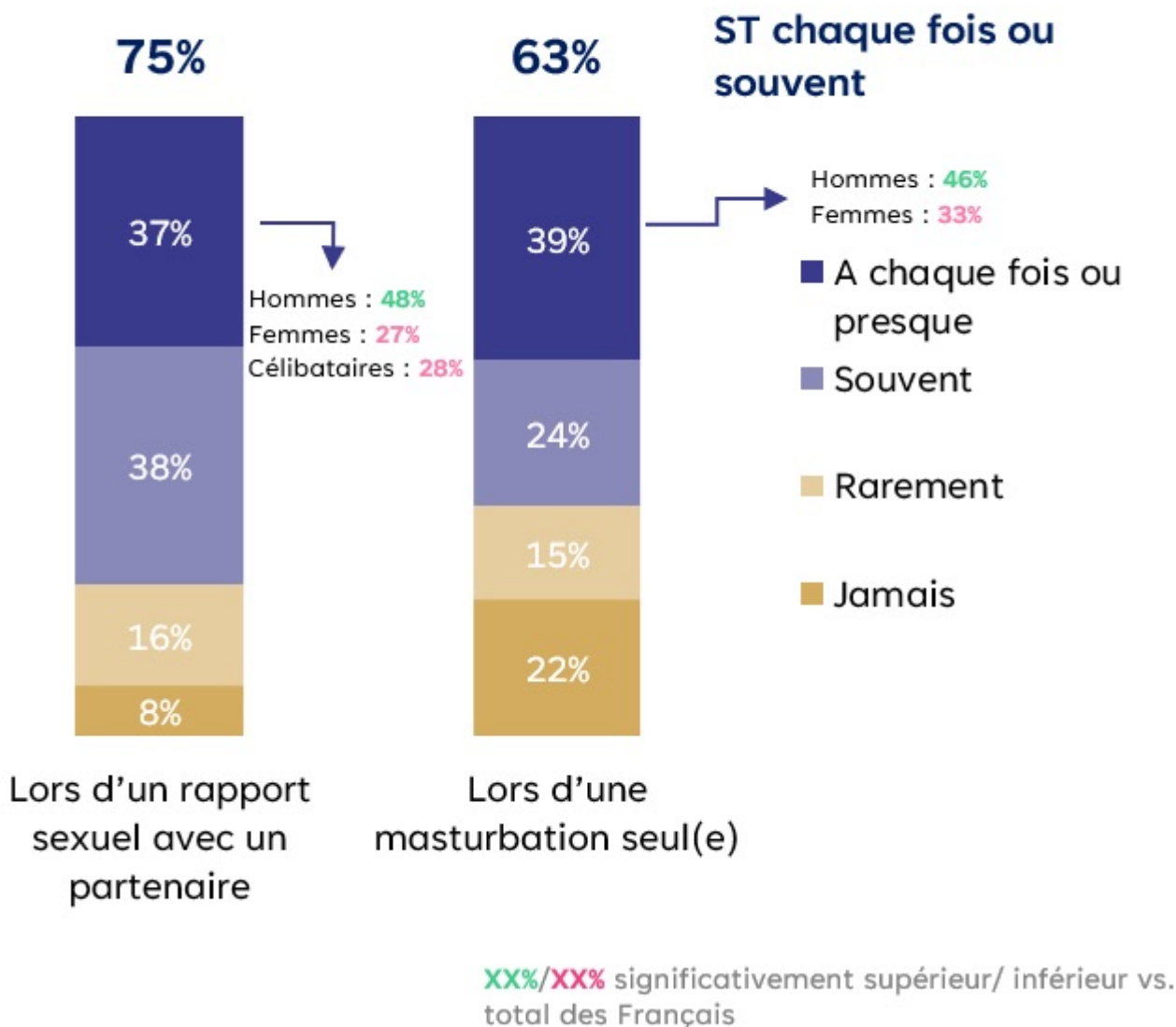
Le fossé orgasmique entre les deux sexes reste encore important

Le moindre plaisir que les femmes tirent de l'acte sexuel n'est sans doute pas étranger à ce différentiel de libido...

Il est vrai que l'absence d'orgasme durant les relations sexuelles touche beaucoup plus la gent féminine que masculine : seule une femme sur quatre (27%) déclare jouir systématiquement avec un partenaire, soit deux fois moins que les hommes (48%). Aujourd'hui, environ une femme en couple sur dix n'a que rarement ou jamais d'orgasme, soit une proportion qui n'a pas vraiment évolué en 10 ans (14% en 2014 - étude Ifop-CAM4).

Écrit par le 18 mai 2026

Fréquence des orgasmes selon la pratique



Et de manière plus générale, le degré d'insatisfaction sexuelle des femmes est d'ailleurs un peu plus élevé (27%) que celui des hommes (23%) même si globalement, leur épanouissement sur ce plan reste majoritairement positif.

Un désir d'expérimentation reste encore porté par la gent masculine

Ce rapport très genré à l'activité sexuelle se traduit par un désir d'expérimentation sexuelle encore très porté par la gent masculine, l'enquête mettant en lumière une certaine ouverture des Français aux

Ecrit par le 18 mai 2026

nouvelles pratiques sexuelles :

En effet, 45% d'entre eux expriment le désir d'essayer de nouvelles pratiques, un chiffre qui monte à 65% chez les 18-34 ans. L'écart significatif entre les hommes (55%) et les femmes (37%) sur ce point révèle quant à lui la persistance de représentations culturelles où le genre masculin reste plus associé à une sexualité exploratoire.

Cette curiosité masculine se manifeste aussi dans le rapport aux jouets sexuels : 37% des Français estiment que les sextoys améliorent la qualité de leurs relations sexuelles et Les hommes sont plus nombreux à estimer que la technologie joue un rôle clé dans l'exploration de leur sexualité.

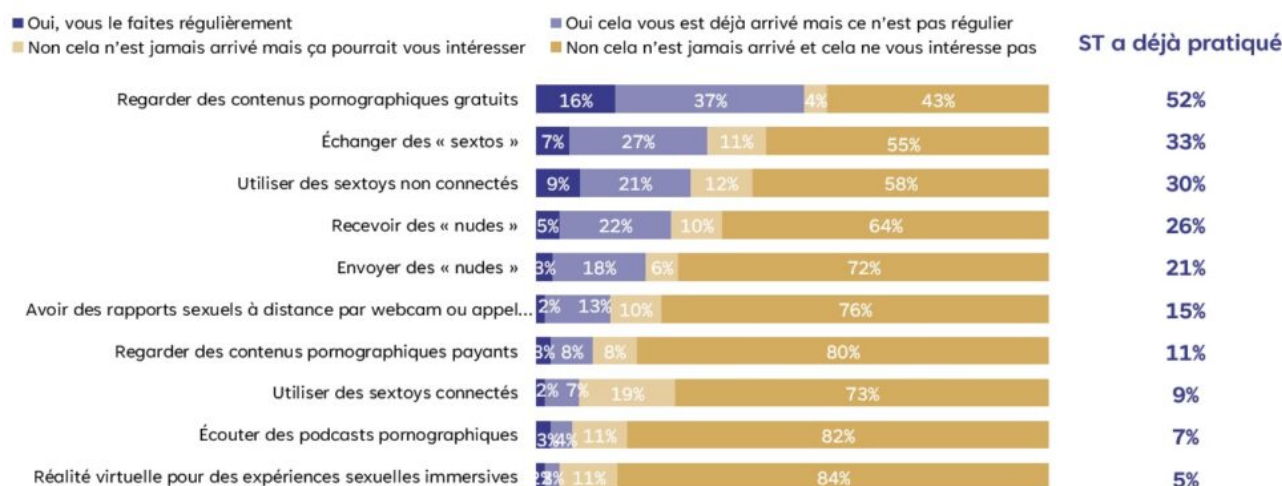
Probablement influencée par l'accès croissant à des sources d'information numériques, cette volonté d'exploration sexuelle témoigne d'une évolution des mentalités vers une sexualité plus ludique et décomplexée, mais aussi d'une forme de « technologisation » de l'intime...

Des Français partagés sur les bienfaits du numérique sur la sexualité

La consommation de pornographie s'est démocratisée, avec 52% des Français déclarant avoir déjà regardé des contenus pornographiques gratuits. L'écart considérable entre les hommes (73%) et les femmes (34%) révèle cependant la persistance d'un rapport genré à ces contenus masturbatoires, qui s'explique en partie par la nature d'une production pornographique encore majoritairement pensée par et pour un public masculin.

Par ailleurs, 33% des répondants ont déjà utilisé des sextoys non connectés, tandis que seulement 9% ont expérimenté des sextoys connectés.

Les pratiques expérimentées



Base totale Français 18+ : 500 individus

Q18 - Pour chacune des pratiques suivantes, pourriez-vous nous dire si vous l'avez déjà expérimentée ou pas ?

Ces chiffres montrent une adoption progressive mais encore limitée des technologies dans la sphère

Ecrit par le 18 mai 2026

intime.

Sexualité numérique et objets connectés : une révolution sexuelle en devenir ?

L'enquête révèle une émergence de nouvelles pratiques sexuelles numériques : 33% des Français ont déjà échangé des « sextos », 26% ont reçu des « nudes », et 15% ont expérimenté des rapports sexuels à distance via webcam. La relative parité entre hommes et femmes dans ces pratiques – à l'exception de la réception de « nudes » – suggère une évolution vers une sexualité numérique plus égalitaire, bien que les risques restent différenciés selon le genre.

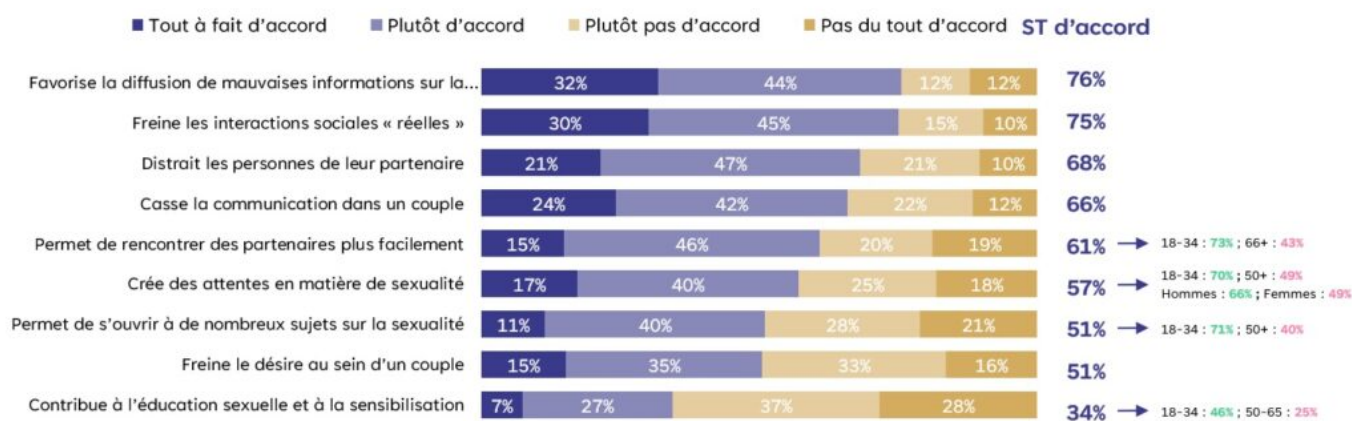
De même, si 40% des Français estiment que les objets technologiques comme les sextoys ont un impact positif sur les relations sexuelles avec un partenaire, cette proportion monte à 51% chez les jeunes (18-34 ans), suggérant une possible évolution future des pratiques sexuelles intégrant davantage la technologie.

Touchant surtout les jeunes générations, ces pratiques numériques redéfinissent les frontières de l'intime et de la pudeur. Mais si ces nouvelles formes d'expression de la sexualité peuvent être vécues comme libératrices, elles créent aussi de nouvelles injonctions et exposent à de nouveaux risques (*revenge porn*, chantage, etc.).

Une perception encore mitigée de l'impact des réseaux sociaux sur la sexualité

Les Français expriment un regard critique sur l'impact du numérique sur leur vie sexuelle : 76 % des personnes interrogées estiment que les outils numériques favorisent la diffusion de mauvaises informations sur la sexualité, 75% estiment qu'il freine les interactions sociales « réelles » et 68% qu'il distrait les personnes de leur partenaire. Les jeunes ont, eux, une vision plus positive de ces outils, notamment dans leur rôle dans les rencontres et l'éducation sexuelle.

Impact du téléphone et des réseaux sociaux sur la sexualité



Base totale Français 18+ : 500 individus

Q20 - Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec ces propositions concernant l'impact du téléphone et des réseaux sociaux sur la sexualité ?

XX%/XX% significativement supérieur/ inférieur vs. Total de l'échantillon

Ecrit par le 18 mai 2026

Cette perception reflète les tensions inhérentes à la révolution numérique : d'un côté, elle ouvre de nouvelles possibilités d'expression et de rencontre ; de l'autre, elle semble menacer l'authenticité des relations et l'intimité des couples. Ces données soulignent la nécessité d'une réflexion sur l'usage des technologies dans la sphère intime, pour en exploiter les potentialités tout en préservant la qualité des relations.

Les fantasmes : entre persistance des stéréotypes et évolution des désirs

L'exploration des fantasmes révèle à la fois une diversification des désirs et la persistance de schémas traditionnels.

Si certains fantasmes comme faire l'amour dans un lieu public (21%) ou avoir des relations à plusieurs (18%) sont relativement partagés entre les deux sexes, d'autres révèlent des clivages de genre importants. Ainsi, les fantasmes de domination (16% des hommes contre 6% des femmes) ou d'échangisme (15% des hommes contre 5% des femmes) restent majoritairement masculins.

La persistance de représentations genrées de la sexualité, où l'homme est plus souvent associé à une sexualité active, dominante et multi-partenaire, ne freine pas pour autant l'émergence de nouveaux fantasmes liés aux technologies (sexe virtuel, utilisation de sextoys connectés) qui témoigne d'une évolution numérique des imaginaires érotiques moins genrée.

L'importance croissante de la communication dans le couple

La communication autour de la sexualité semble prendre une place de plus en plus importante dans les couples français. 56% des répondants considèrent que les discussions ouvertes sur les fantasmes sexuels avec leur partenaire sont importantes, et ce chiffre monte à 66% chez les 18-34 ans. Cette tendance est aussi marquée chez les moins de 50 ans (65%) et les célibataires (64%), suggérant une évolution générationnelle vers plus de transparence et de dialogue autour des désirs sexuels.

L'enquête révèle aussi une amélioration globale de la communication autour de la sexualité, avec 71% des répondants qui trouvent facile d'aborder le sujet au sein du couple.

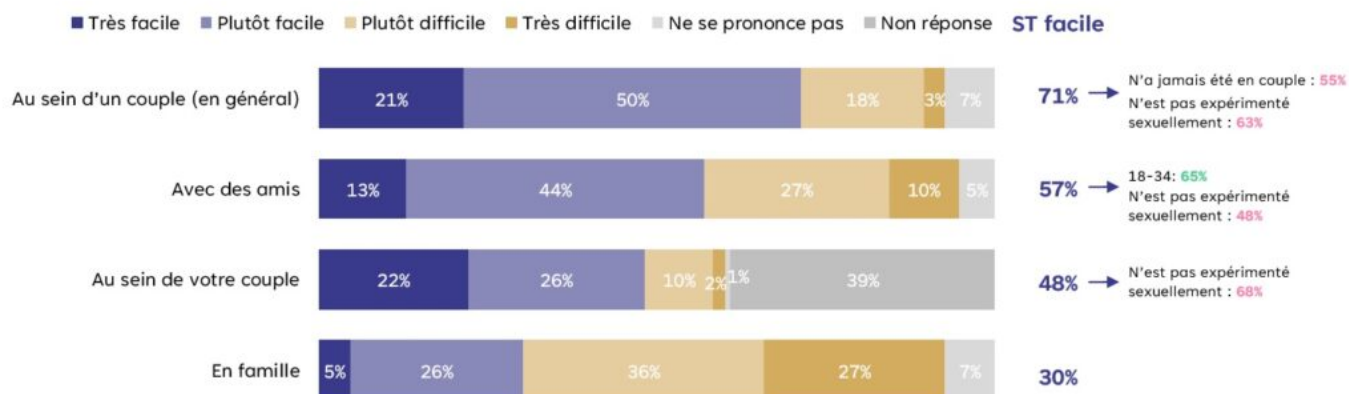
Cette tendance, relativement partagée entre hommes et femmes, marque une rupture avec des modèles plus traditionnels de la sexualité où la communication était moins centrale. Cette valorisation du dialogue sur l'intime s'inscrit dans un contexte plus large de remise en question des rapports de pouvoir dans la sphère sexuelle, notamment suite au mouvement #MeToo.

La communication sur la sexualité : un tabou qui s'estompe ?

L'enquête révèle néanmoins des difficultés à aborder la communication autour de la sexualité, des différences persistant selon les contextes : si 57% se sentent à l'aise pour en parler avec des amis, seuls 30% le sont en famille.

Ecrit par le 18 mai 2026

Facilité à aborder le sujet de la sexualité



Base totale Français 18+ : 500 individus
Q8 - Selon vous, est-il facile ou difficile d'aborder aujourd'hui le sujet de la sexualité...?

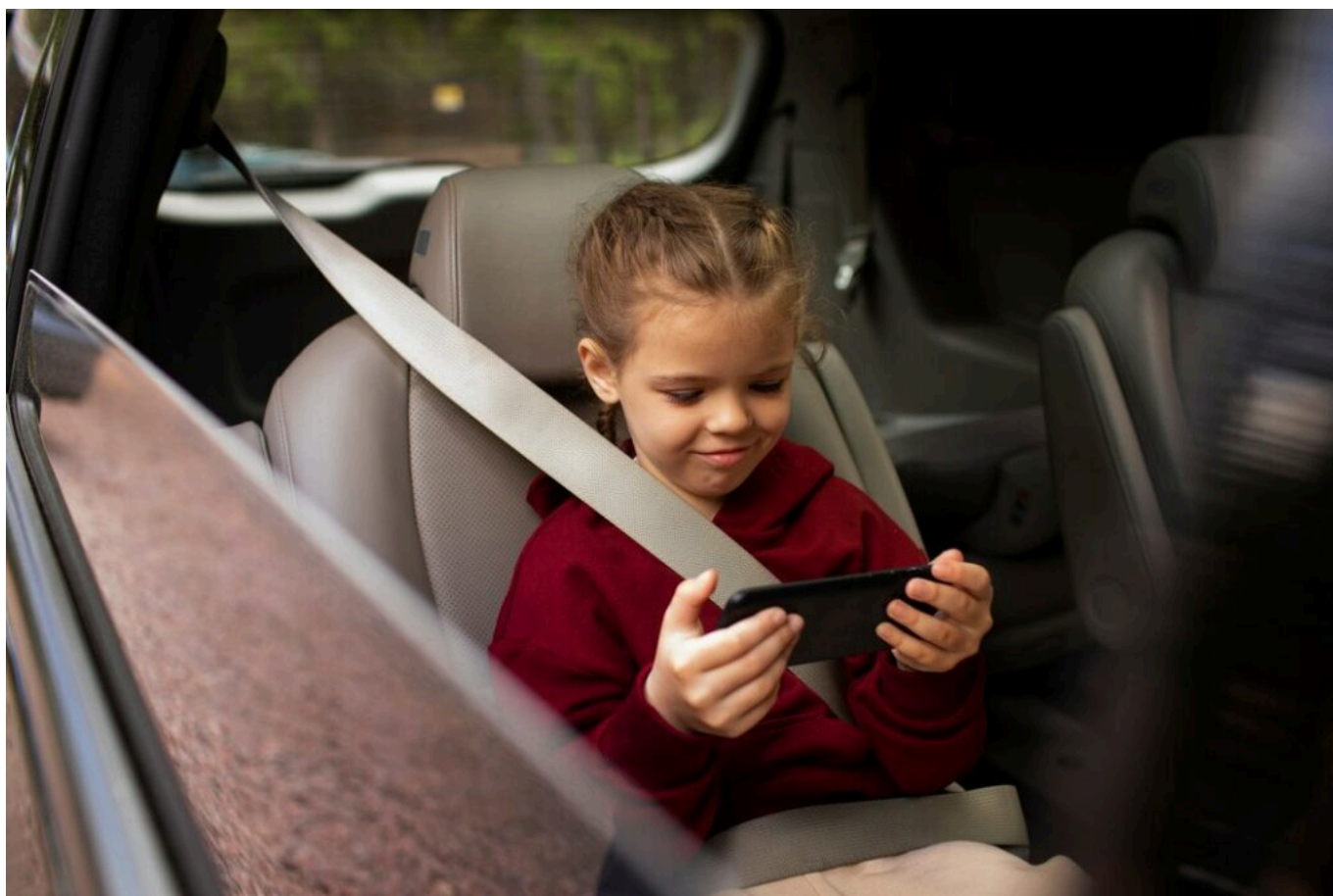
XX%/XXX% significativement supérieur/ inférieur vs. total des Français

Ces chiffres témoignent de la persistance de certains tabous, notamment dans le cadre familial. La légère avance des hommes dans l'aisance à communiquer sur la sexualité (75% contre 68% des femmes dans le couple) invite à s'interroger sur les facteurs culturels qui continuent de freiner la parole des femmes sur leur intimité.

Une étude dirigée par [Audrey Mandefield](#), chargée de comptes sénior, et [Pauline Poché](#), cheffe d'équipe Insight, de Discurv

Comment les petits Français vont-ils être occupés pendant les longs trajets des vacances de cet été ?

Ecrit par le 18 mai 2026



Opinionway a réalisé une étude pour **tonies®** en mai dernier concernant les occupations que peuvent trouver les parents pour leurs enfants âgés de 3 à 10 ans pendant les longs trajets des vacances d'été.

85% des parents reconnaissent perdre patience sur la route à cause des enfants et 28% pour des raisons en lien avec les écrans. Près de 60% concèdent manquer d'idées pour occuper leurs enfants lors des longs trajets, tandis que 76% reconnaissent que leurs enfants passent au moins une partie du trajet sur des écrans durant de longs trajets. 84% des enfants seront exposés cet été aux écrans à au moins une occasion, pourtant 81% des parents plébiscitent d'autres alternatives.

Alors que la commission d'experts sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans lancée par Emmanuel Macron en mai 2024, coprésidée par Servane Mouton, neurologue et Amine Benyamina, psychiatre addictologue, a statué dans son rapport : pas d'écran avant 3 ans, un accès « fortement limité », « occasionnel », « avec des contenus de qualité éducative et accompagné par un adulte » avant 6 ans, ainsi que l'interdiction des jouets connectés destinés aux moins de 6 ans à l'exclusion des boîtes à histoires connectés.

4 parents sur 10 trouvent difficile d'occuper leurs enfants lors de long trajets (39%)

Ecrit par le 18 mai 2026

Les vacances d'été sont là, la route des vacances s'organise et tous Français ayant des enfants commencent à appréhender ce moment fatidique où, après un énième « quand est-ce qu'on arrive ? » (38%), les sempiternelles envies impérieuses d'aller aux toilettes (23%), ou encore les cris et chamailleries entre frères et sœurs (53%), ils perdront patience (85%). Car s'assurer que ses enfants resteront calmes pendant l'intégralité d'un trajet en voiture, train ou autre moyen de transport n'est pas une mince affaire, et les premiers concernés le confirment : quatre parents sur dix trouvent difficile d'occuper leurs enfants lors des longs trajets pour partir en vacances (39%).

85% des parents reconnaissent perdre patience sur la route à cause des enfants et 28% pour des raisons en lien avec les écrans

Le plus souvent, les parents recourent aux solutions les plus basiques, celles à portée de main : discuter avec ses enfants (49%) ou leur faire écouter de la musique (47%). 38% optent même pour les ressources naturelles à disposition et les incitent à s'émerveiller du paysage. Un parent sur quatre tente de ruser, en voyageant de nuit pour qu'ils dorment pendant toute la durée du trajet (26%). Certains se montrent confiants dans la capacité d'autonomie de leurs enfants et leur donnent des jouets (37%) ou des livres/BD (37%), pour qu'ils se divertissent seuls. Les jeux (35%) ou chansons (22%) en famille constituent une option privilégiée par une partie des parents.

Mais ces solutions collectives, ludiques ou naturelles, ne convainquent d'évidence pas toujours leur progéniture. 76% des parents reconnaissent accorder à leurs enfants des écrans pendant au moins une partie du trajet. Un parent sur deux nous dit même que ses enfants ont les yeux rivés sur un smartphone ou une tablette pendant la moitié de la route ou plus (48%).

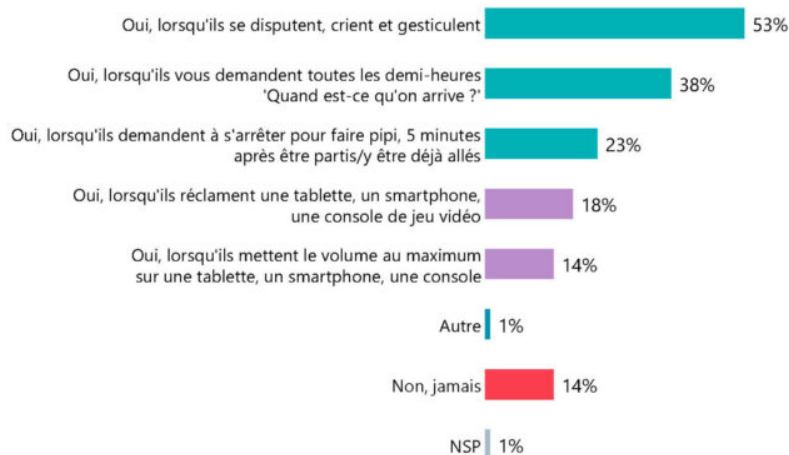


La perte de patience sur la route à cause des enfants



Q. Vous arrive-t-il ou non de perdre patience lors de longs trajets sur la route des vacances (en voiture, en train, etc.) à cause de vos enfants ?

Plusieurs réponses possibles, total supérieur à 100%



85%

Peuvent perdre patience

...dont

28%

Pour des raisons en lien avec les écrans

Ecrit par le 18 mai 2026

Le moyen de transport sur de longs trajets créant le plus de difficultés aux parents pour occuper leurs enfants est la voiture pour 45% d'entre eux

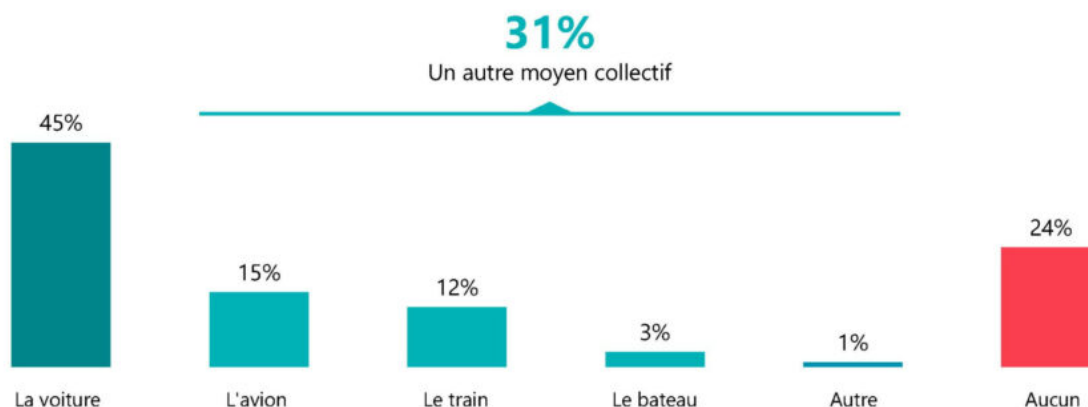
Les automobilistes, bien qu'aussi réticents que les autres parents aux écrans (83% préféreraient que leurs enfants s'abstiennent d'en regarder pendant ces longs trajets), s'avouent tout aussi concernés : les trois-quarts d'entre eux déclarent laisser leurs enfants consommer des écrans au moins une partie du trajet (76%) ... Et ce, alors même qu'ils voient le risque que cela représente : 53% jugent dangereux que leurs enfants regardent des écrans en voiture.



Les moyens de transport générant le plus de difficultés pour occuper ses enfants



Q. Dans quel moyen de transport rencontrez-vous le plus de difficulté pour occuper vos enfants lors de longs trajets sur la route des vacances ?



“opinionway pour tonies”

15

45% des parents occupent leurs enfants avec des écrans durant les trajets

Les parents sont d'ailleurs près de la moitié (45%) à dire que, lors de longs trajets pour partir en vacances, les écrans constituent l'une des principales solutions pour occuper leurs enfants, qu'il s'agisse de mettre entre leurs mains un smartphone (22%), une tablette (21%) ou encore une console de jeux vidéo (19%).

85% des parents aimeraient disposer de solutions simples et efficaces pour éloigner leurs enfants des écrans

C'est un fait, donner des écrans à leurs enfants sur la route des vacances n'est pas une solution qui plaît aux parents. Au-delà des risques qu'ils représentent pour le développement cognitif de leur progéniture, les écrans sont sources de tension.

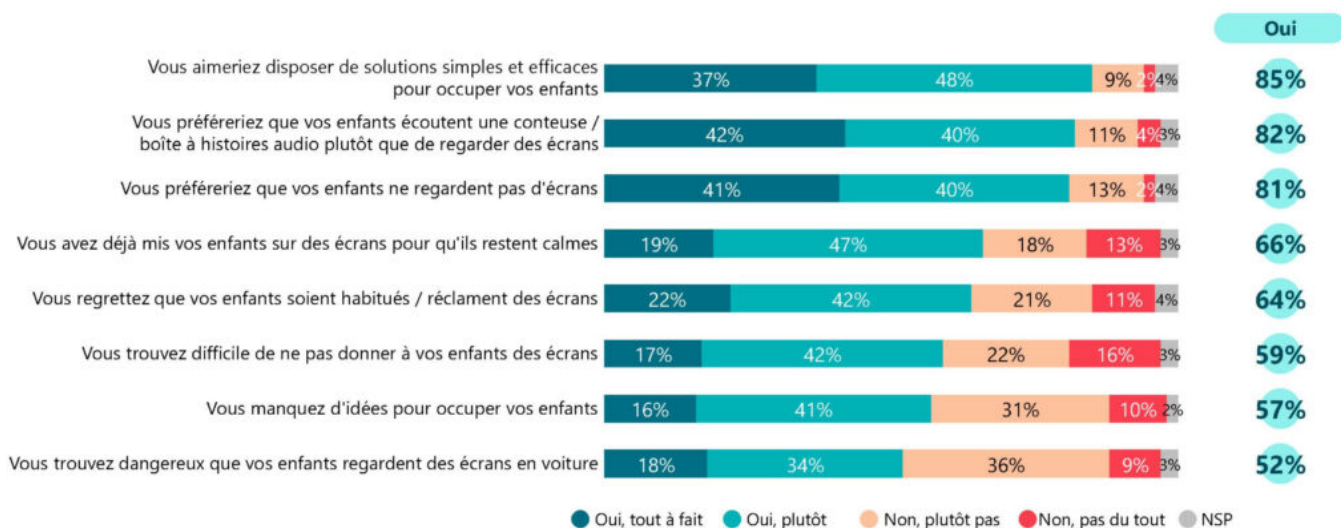
Ecrit par le 18 mai 2026

Avec des enfants désormais habitués voire dépendants dès le plus jeune âge aux écrans, les parents se voient dans l'impossibilité de les en priver et se retrouvent dans des situations difficiles : 28% avouent qu'il leur arrive de craquer parce qu'en voiture ou dans le train, leurs enfants piquent des crises pour pouvoir utiliser un smartphone ou une tablette ou encore à cause du volume sonore des vidéos et autres jeux consommés sur ces écrans. Les parents se montrent demandeurs d'alternatives : 85% aimeraient disposer de solutions simples et efficaces pour occuper leurs enfants à cette occasion.

Les opinions vis-à-vis des occupations des enfants durant les trajets



Q. Diriez-vous que, lors des longs trajets sur la route des vacances... ?



"opinionway pour tonies"

25

84% des parents déclarent que leurs enfants seront exposés cet été aux écrans à au moins une occasion

Deux types de situations expliquent ce phénomène :

- L'absence de vacances des parents : 52% des sondés nous disent que leurs enfants seront amenés à visionner des écrans en journée, parce qu'eux-mêmes travailleront et qu'ils ne pourront pas s'en occuper.
- L'envie des parents de profiter de leurs propres vacances : 49% conviennent qu'ils laisseront leurs enfants regarder la télévision ou jouer avec leurs téléphones parce qu'il s'agira pour eux du seul moyen de pouvoir profiter, eux aussi, de leurs vacances. Dès lors, un parent sur quatre autorisera son enfant à regarder des dessins animés ou jouer à la console à la plage (25%).

Ecrit par le 18 mai 2026

81% des parents plébiscitent pourtant d'autres alternatives

Pourtant, tous s'accordent à dire que des alternatives de qualité existent. Les livres, bien sûr, approuvés par 90% des parents interrogés, mais également les conteuses que plébiscitent 81% des interviewés.

- 87% des parents de 3-5 ans estiment que les boîtes à histoires constituent une bonne solution pour remplacer les écrans pendant les vacances, mais ils sont aussi 79% parmi les parents de 6-10 ans.
- Les possesseurs de conteuses sont unanimement en faveur de cette solution : 96% trouvent qu'il s'agit d'une bonne alternative aux écrans pendant l'été. Ils déclarent même que leurs enfants sont demandeurs : 74% affirment qu'ils apprécient écouter les histoires de leur conteuse.

La région Provence-Alpes-Côtes d'Azur est celle qui donne le plus de pourboires

Ecrit par le 18 mai 2026



D'après une étude sur les habitudes des Français au restaurant réalisée par [sunday](#), la solution de paiement pour restaurants lancée par les fondateurs de [Big Mamma](#), la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la plus généreuse en pourboire.

Si la France n'est pas réputée comme étant le pays où les habitants laissent le plus de pourboires au restaurant, l'étude indique qu'une table sur cinq en laisse un en plus de l'addition, qui représente en moyenne 5,8% du montant de l'addition. L'étude révèle également que c'est la région Paca qui se montre la plus généreuse.

Les habitants de la région Paca sont ceux qui laissent le plus fréquemment des pourboires. En revanche, ce ne sont pas forcément ceux qui donnent le plus en termes de montant. Le plus gros pourboire enregistré depuis le début de l'année s'élevait à 112€, laissé dans un restaurant d'Auvergne-Rhône-Alpes. Suivent la région Ile-de-France où des convives ont donné 104€ de pourboire puis une table de Provence-Alpes-Côte d'Azur avec un pourboire de 94€.

Ecrit par le 18 mai 2026

| | Fréquence | | Taux de pourboires | | Pourboire max |
|----------------------------|-----------|----------------------------|--------------------|----------------------------|---------------|
| Provence Alpes Côte d'Azur | 33% | Grand Est | 6,4% | France | 112 |
| Occitanie | 24% | Pays de la Loire | 5,9% | Auvergne-Rhône-Alpes | 112 |
| Normandie | 24% | Ile-de-France | 5,8% | Ile-de-France | 104 |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 22% | Auvergne-Rhône-Alpes | 5,8% | Provence Alpes Côte d'Azur | 94 |
| Nouvelle-Aquitaine | 20% | Provence Alpes Côte d'Azur | 5,8% | Nouvelle-Aquitaine | 51 |
| Bretagne | 19% | France | 5,7% | Hauts-de-France | 50 |
| France | 19% | Normandie | 5,6% | Occitanie | 50 |
| Grand Est | 18% | Hauts-de-France | 5,6% | Normandie | 38 |
| Ile-de-France | 17% | Centre-Val de Loire | 5,5% | Pays de la Loire | 35 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 15% | Nouvelle-Aquitaine | 5,5% | Bretagne | 32 |
| Hauts-de-France | 10% | Bretagne | 5,3% | Grand Est | 29 |
| Pays de la Loire | 8% | Bourgogne-Franche-Comté | 5,1% | Bourgogne-Franche-Comté | 27 |
| Centre-Val de Loire | 6% | Occitanie | 4,5% | Centre-Val de Loire | 17 |

©sunday

Le SMBS réalise une étude des eaux souterraines de la plaine des Sorgues

Ecrit par le 18 mai 2026



Depuis le mardi 16 avril, le [Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues](#) a entamé une étude qui a pour but d'apprendre un maximum d'informations sur le fonctionnement des eaux souterraines de plaine des Sorgues. Elle devrait durer jusqu'au mois de juillet 2024 afin de laisser à l'agent du SMBS d'effectuer plusieurs relevés de profondeur de la nappe au sein des forages dans les 18 communes concernées par ce projet.

Pierre, agent du Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues a commencé le mardi 16 avril 2024, une étude sur les eaux souterraines de la plaine des Sorgues. Les mesures récoltées serviront à mieux comprendre le fonctionnement de la nappe et ses interactions avec la Sorgue, mais surtout à établir une cartographie de la surface des nappes d'eau souterraine.

Une étude nécessaire, car elle devrait permettre une mise à jour de cette cartographie et de ses évolutions, la dernière en date remontant à 1973. À l'aide d'une sonde piézométrique (instrument de mesure de hauteur du toit de la nappe), l'agent du SMBS va se rendre chez les usagers et parcourir les 18 communes de la plaine des Sorgues afin d'effectuer des relevés dans les puits et forages existants.

Pourquoi cette étude ?

Ecrit par le 18 mai 2026

En plus de l'apport d'actualisation indispensable que va apporter cette étude, elle devrait également permettre de définir les raisons exactes pour lesquelles le niveau des nappes baisse considérablement, en particulier depuis 2018.

L'ensemble des résultats obtenus sur les eaux souterraines du territoire permettront aussi de comprendre leur fonctionnement ainsi que leurs interactions avec les eaux de la surface. Plusieurs informations cruciales pourront être récoltées sur l'impact des prélèvements sur les ressources en eaux et les phénomènes de recharges de la nappe alluviale.

Dans un souci d'avenir, cette étude devrait permettre une avancée importante sur l'anticipation des impacts du changement climatique. Toutes les actions de préservation qui seront pensées pour la suite se feront à partir des informations récoltées lors de cette étude qui apparaît comme crucial, car elle intervient avant que l'écosystème du territoire soit dégradé.

Toutes les données recueillies demeureront anonymes et uniquement destinées à l'étude du Syndicat Mixte du Bassin des Sorgues.

De plus en plus de signes de dégradation de l'économie régionale

Ecrit par le 18 mai 2026



L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) vient de dévoiler les chiffres de l'étude, élaborée par [Étienne Lenzi](#) et Corinne Roche, concernant le 4e trimestre 2023 et le ralentissement de l'activité économique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui se poursuit.

La croissance française demeure hésitante, malgré une désinflation qui se poursuit. Cela permet de relancer doucement la consommation des ménages, portée par des gains de salaire réel. Les conditions de financement entravent toutefois l'investissement des ménages et des entreprises, ce qui se traduit notamment par des difficultés dans le secteur du bâtiment. Le climat de l'emploi se normalise et retrouve une évolution plus proche de l'activité réelle, plus atone donc.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le ralentissement de l'activité économique se poursuit au quatrième trimestre 2023, avec un volume d'heures rémunérées qui croît de moins en moins depuis le début de l'année. L'industrie est le secteur qui semble le mieux résister au contexte économique national et international dégradé. En revanche, la construction et l'immobilier subissent des perturbations, qui pèsent sur les mises en chantier et les permis de construire. Dans le tertiaire marchand, la croissance s'essouffle et la fréquentation touristique faiblit en fin d'année.

Ecrit par le 18 mai 2026

L'emploi régional, dont la croissance ralentissait depuis plusieurs trimestres, stagne en cette fin d'année 2023. Le tertiaire marchand, secteur le plus pourvoyeur d'emplois de la région, voit ses effectifs baisser pour la première fois depuis 2020. Cela pèse sur l'emploi global, malgré le dynamisme de l'industrie et de l'intérim. Le taux de chômage reste stable. Les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter à un rythme soutenu et ont dépassé en 2023 leur niveau d'avant-crise Covid. Les créations d'entreprises sont en baisse ce trimestre.

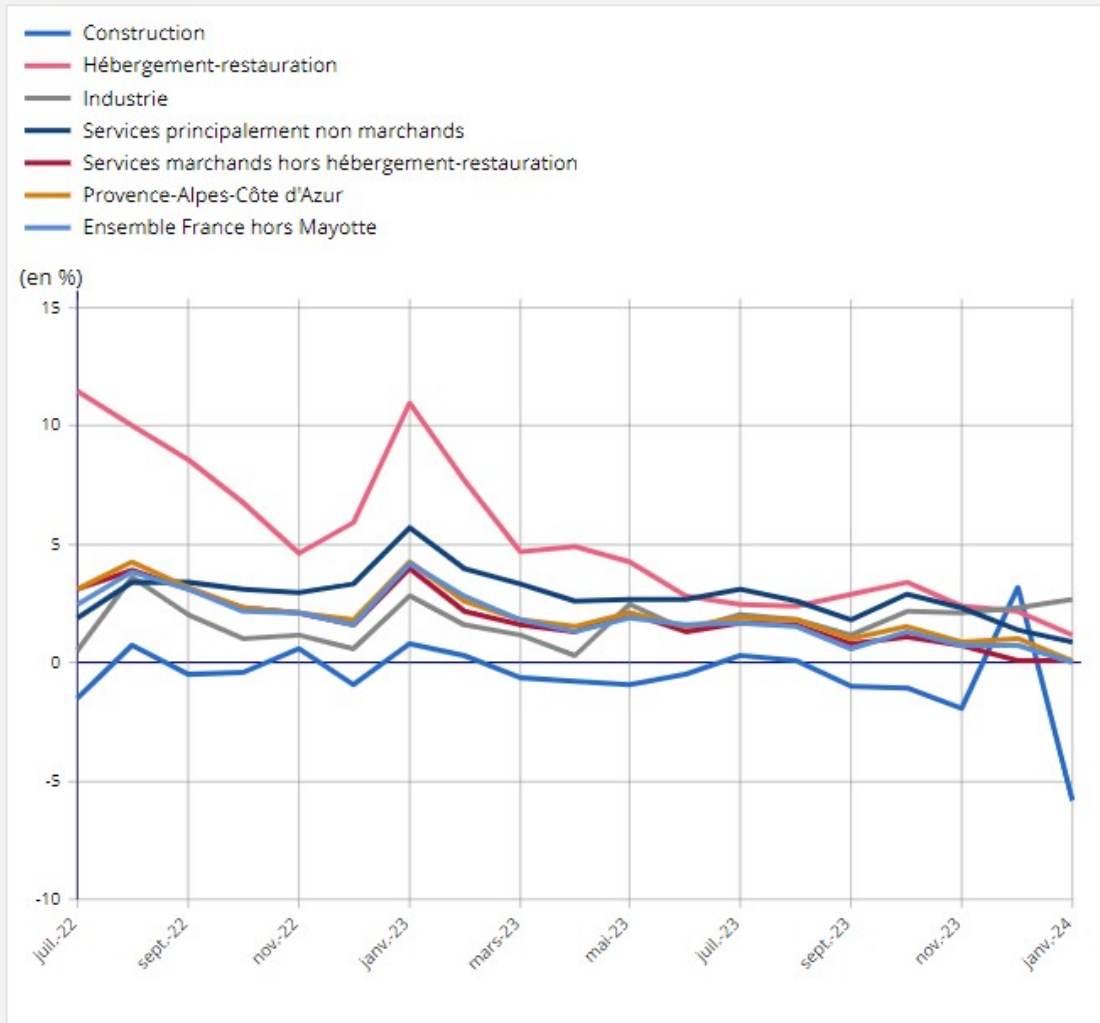
Le ralentissement de l'activité économique se poursuit

Au quatrième trimestre 2023, l'activité économique de Provence-Alpes-Côte d'Azur, mesurée par les heures rémunérées, est en hausse de 1,1 % par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente (après +1,6 % au trimestre précédent). Cette progression est légèrement supérieure à celle observée en France hors Mayotte (+0,9 %, après +1,2 % au trimestre précédent). Le rythme de progression ralentit toutefois assez nettement tout au long de l'année 2023 (voir tableau ci-dessous). Pour début 2024, les premières données disponibles indiqueraient une stagnation de l'activité sur un an.

Ecrit par le 18 mai 2026

Figure 1a – Évolution mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Provence-Alpes-Côte d'Azur

Par secteur d'activité



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

Le volume d'heures rémunérées au dernier trimestre 2023 s'accroît de 2,7 % dans l'hébergement-restauration alors que les autres activités du tertiaire marchand ne progressent que de 0,6 %. L'industrie et le tertiaire non marchand restent dynamiques (+2,2 %), alors que la construction est en baisse (-0,1 %).

Dans tous les départements de la région, la croissance sur un an du volume d'heures rémunérées ralentit, mais reste positive au quatrième trimestre 2023. Sur un an, l'activité demeure bien orientée dans les

Ecrit par le 18 mai 2026

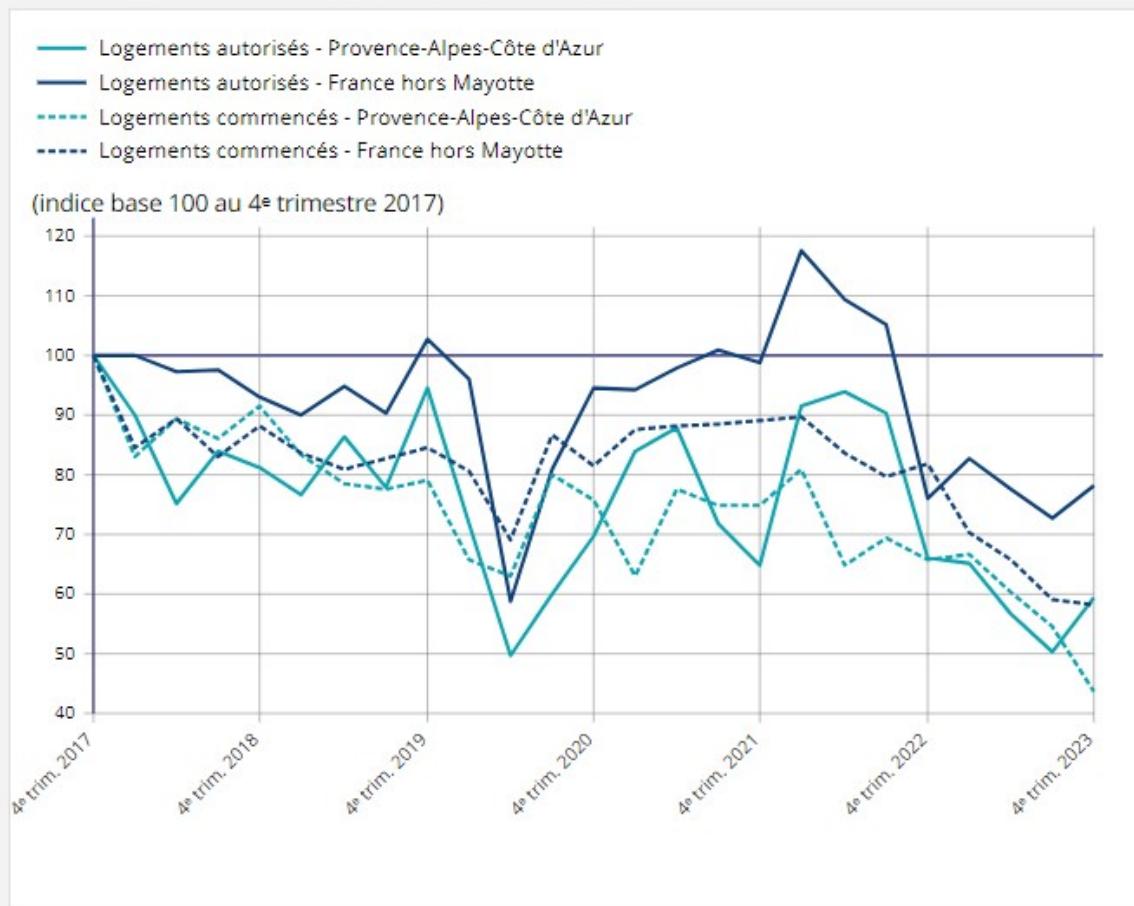
Alpes-de-Haute-Provence (+3,0 %). Dans les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Var, elle progresse à un rythme proche de la moyenne régionale. En revanche, l'activité est plus à la peine dans les Hautes-Alpes (+0,4 %) et en Vaucluse (+0,2 %).

Les permis de construire et les nouveaux chantiers plongent

Au quatrième trimestre 2023 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les perspectives d'activité dans le bâtiment stagnent. Pour le troisième trimestre d'affilée, les heures rémunérées sont en baisse. Au niveau national, la tendance est un peu meilleure.

Les mises en chantier plongent pour le troisième trimestre consécutif : -20,0 % par rapport au troisième trimestre, -33,6 % sur un an. Le nombre de chantiers commencés sur un trimestre flirte avec la barre des 4 500, alors qu'il s'élevait encore à plus de 8 000 début 2022 (voir tableau ci-dessous). Au niveau national, le recul est bien plus mesuré ce trimestre (-1,6 %) mais reste prononcé sur un an (-28,8 %).

Figure 2 - Évolution du nombre de logements



Note : données en cumul trimestriel CVS-CJO, en date réelle estimée.

Source : SDES, Sitadel.

Ecrit par le 18 mai 2026

Sur les douze derniers mois, les évolutions du nombre de nouveaux chantiers diffèrent selon les départements. Au total, sur 2023, les mises en chantier baissent fortement dans les Bouches-du-Rhône (-32 % sur un an), le Var (-13 %) et le Vaucluse (-18 %). Dans les Alpes-Maritimes, qui avaient maintenu le nombre de nouveaux chantiers à un niveau stable jusqu'alors, elles baissent sensiblement (-11 %). Enfin, les logements commencés sont en baisse dans les Alpes-de-Haute-Provence et en hausse dans les Hautes-Alpes, où les volumes considérés sont toutefois assez faibles.

Dans la région, 6 650 permis de construire ont été délivrés entre octobre et décembre 2023, soit un volume en hausse par rapport au trimestre précédent (+17,6 %). C'est la première hausse des autorisations depuis mi-2022, où elles dépassaient le seuil des 10 000. Sur un an, le nombre de permis reste toutefois en retrait de 10,2 %. Au niveau national, la tendance est également positive, avec une hausse de 7,8 % ce trimestre et de 3,0 % sur un an. Cette hausse pourrait laisser présager une éclaircie dans la construction neuve pour les mois à venir.

En parallèle, au niveau national, le climat des affaires dans le bâtiment poursuit sa baisse entamée en janvier 2023. L'évolution de l'activité prévue dans la construction de logements neufs est en baisse depuis deux ans et ne semble pas ralentir. Toutefois, la demande reste stable pour les activités de construction neuve et d'entretien-amélioration confondues, et le taux d'utilisation des capacités de production augmente, demeurant supérieur à sa moyenne de longue période. Les difficultés d'approvisionnement ne sont plus un problème pour le secteur.

L'industrie régionale reste dynamique

Sur un an, l'activité industrielle régionale, mesurée par les heures rémunérées, suit une dynamique positive au quatrième trimestre 2023 (+2,2 % par rapport au quatrième trimestre 2022). La tendance est nettement meilleure que celle observée en France (hors Mayotte), où l'activité augmente faiblement (+0,4 %).

La dynamique positive de l'industrie en Provence-Alpes-Côte d'Azur est portée par le secteur de la fabrication de matériels de transport (+7,6 % sur un an). Les industries extractives énergie et gestion de l'eau (+2,7 %) ainsi que la cokéfaction et raffinage (+2,9 %) demeurent également bien orientées. L'activité dans la fabrication d'autres produits industriels augmente moins vite (+1,6 % sur un an), alors que la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines et l'industrie agro-alimentaire se maintiennent à un niveau à peine supérieur à celui d'il y a un an.

Fréquentation des hôtels : une fin d'année au ralenti

Au quatrième trimestre 2023, le nombre de nuitées dans les hôtels de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'élève à 4,2 millions, en baisse de 0,6 % par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Cette diminution est en majeure partie due au recul des nuitées des touristes provenant de France (-5,0 %), qui avaient fortement soutenu la fréquentation lors des années post-Covid. À l'inverse, le nombre de nuits passées dans la région par des touristes étrangers augmente sensiblement (+11,0 %). La baisse de la fréquentation est bien plus prononcée en France (-3,2 %). D'une part, les touristes domestiques (résidant en France) y sont en retrait comme en Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'autre part les touristes étrangers

Ecrit par le 18 mai 2026

sont également moins présents (-0,3 %).

L'orientation de la fréquentation dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Alpes-Maritimes est plutôt favorable en cette fin d'année (respectivement +4,1 % et +3,5 %). Le département des Alpes-Maritimes, qui concentre 40 % des nuitées hôtelières de la région, a attiré plus de la moitié (60 %) des touristes en provenance de l'étranger. Leur fréquentation est en hausse de 15,0 % dans ce département et compense largement la baisse des touristes résidents en France (-4,7 %).

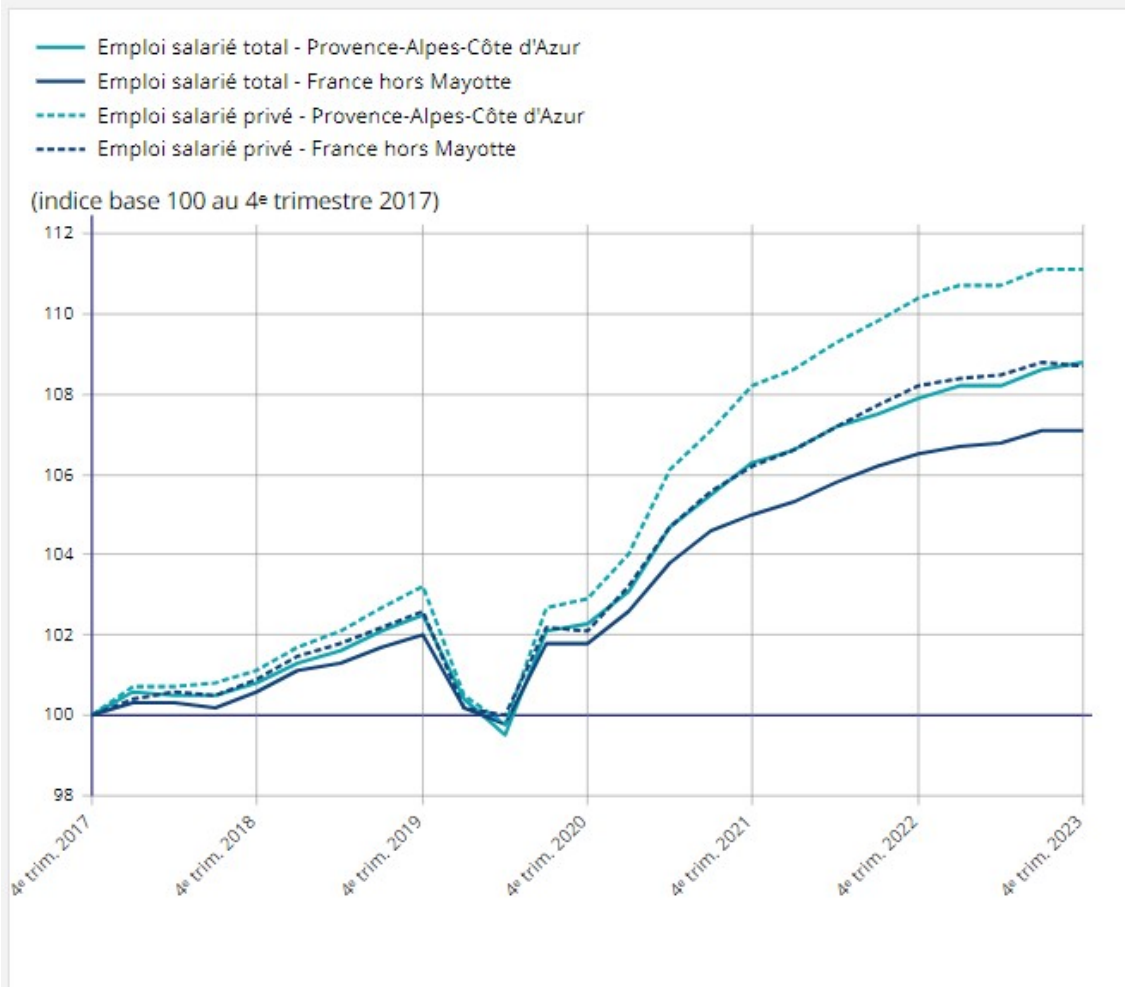
Le Vaucluse parvient à maintenir une fréquentation un peu au-dessus de celle du quatrième trimestre 2022 (+1,1 %). Le nombre de nuitées baisse en revanche dans les Hautes-Alpes (-2,0 %), les Bouches-du-Rhône (-3,4 %) et le Var (-7,1 %).

L'emploi ne progresse plus

Au quatrième trimestre 2023, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié reste stable par rapport au trimestre précédent (+0,1 %, après +0,3 % au troisième trimestre, voir tableau ci-dessous). La région compte ainsi 2 014 000 emplois salariés (+3 000 emplois sur un trimestre). Au total dans la région, l'emploi est supérieur de 0,8 % à son niveau d'il y a un an. En France (hors Mayotte), l'évolution de l'emploi salarié total est également stable ce trimestre (+0,0 %, +0,6 % sur un an).

Ecrit par le 18 mai 2026

Figure 3 – Évolution de l'emploi salarié



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi privé, moteur habituel de l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur, stagne ce trimestre (+0,0 %, +0,7 % sur un an), comme au niveau national. À l'inverse, l'emploi public progresse (+0,5 %, +1,3 % sur un an).

L'emploi salarié est dynamique dans les Alpes-de-Haute-Provence (+0,8 %). Il augmente faiblement dans les Bouches-du-Rhône et le Var (+0,2 %) et stagne dans les autres départements.

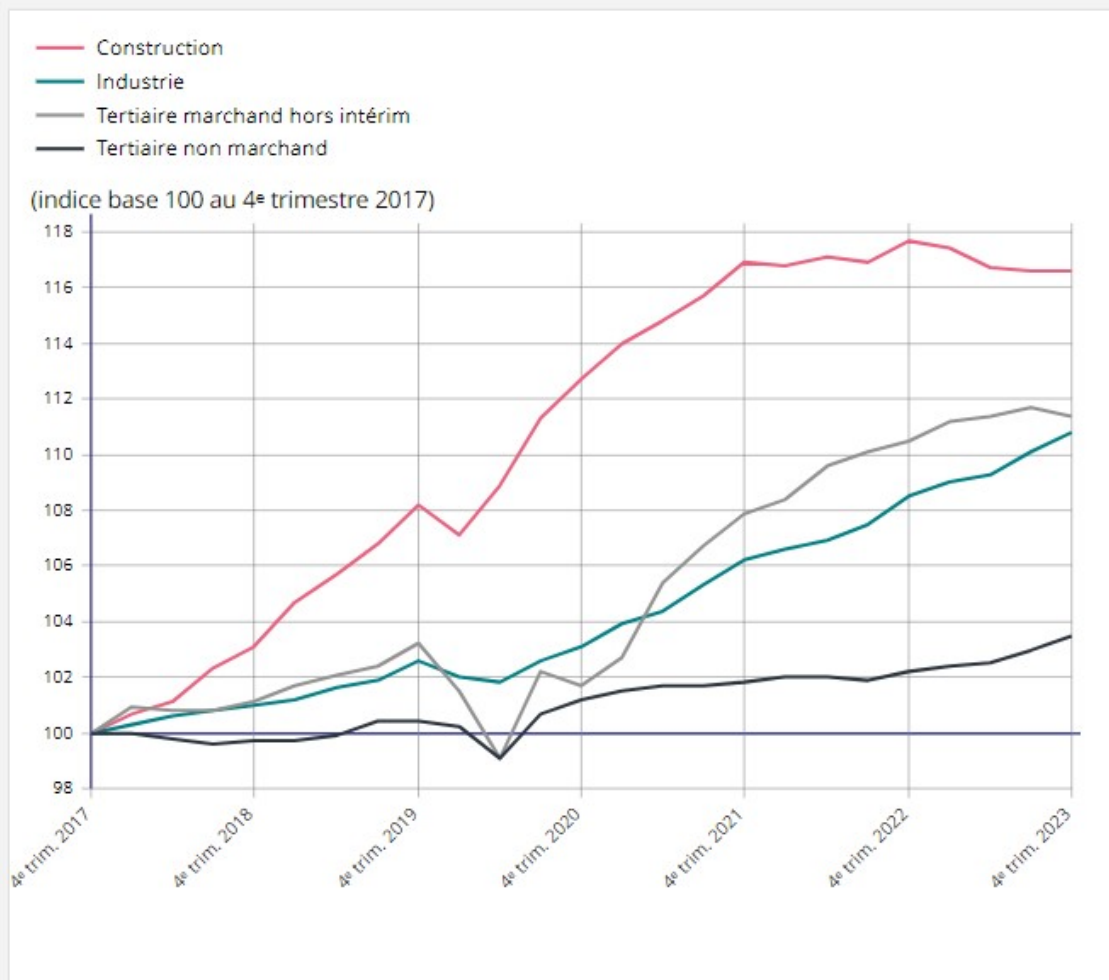
Le tertiaire marchand tire l'emploi vers le bas

Au quatrième trimestre 2023, l'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim, qui représente près de la

Ecrit par le 18 mai 2026

moitié des emplois de Provence-Alpes-Côte d'Azur, baisse (-0,3 % sur un trimestre, voir tableau ci-dessous). Il s'agit de la première baisse sur un trimestre depuis fin 2020 (période de confinement lié à la Covid-19). Au niveau France hors Mayotte, l'emploi dans le tertiaire marchand (hors intérim) stagne (-0,1 %).

Figure 4 - Évolution de l'emploi salarié par secteur - Provence-Alpes-Côte d'Azur



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total hors intérim.

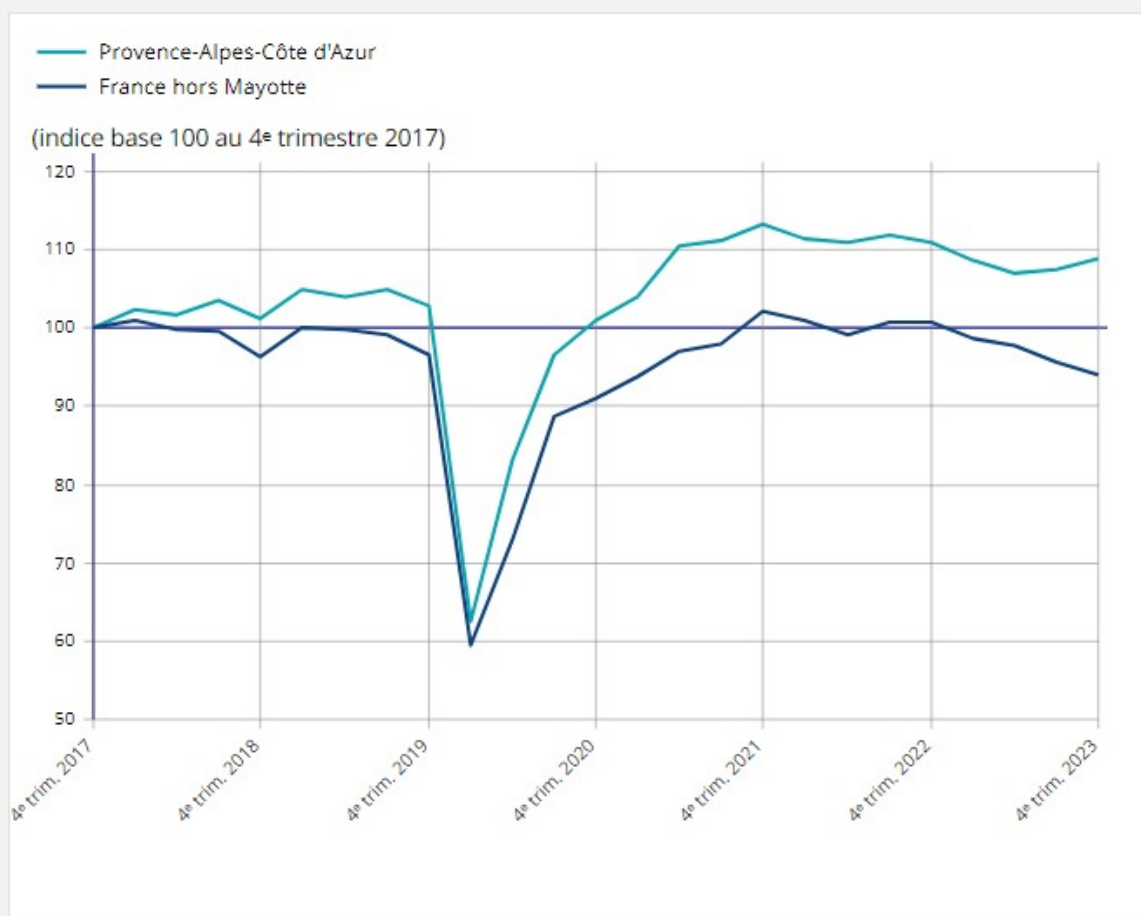
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Dans la région, les sous-secteurs du tertiaire marchand perdent quasiment tous des effectifs ce trimestre. C'est le cas de l'hébergement-restauration (-0,9 %), l'information-communication (-0,8 %), les activités immobilières (-0,5 %), le transport-entrepôt (-0,3 %) et le commerce (-0,3 %). Seules les activités financières et d'assurances créent plus d'emplois qu'elles n'en détruisent (+0,6 %). Sur un an, ce sont les activités immobilières qui accusent la plus forte baisse (-3,3 %).

Ecrit par le 18 mai 2026

Au quatrième trimestre 2023, le nombre d'intérimaires en Provence-Alpes-Côte d'Azur est en hausse sensible (+1,3 %), après avoir connu une forte diminution au premier semestre (voir tableau ci-dessous). Les effectifs totaux sur 2023 demeurent inférieurs au niveau de 2022 (-1,9 %). Cette hausse sur un trimestre contraste fortement avec la tendance de la France (hors Mayotte) où la baisse du nombre d'intérimaires entamée en 2022 se poursuit (-1,7 % ce trimestre, -6,6 % sur un an).

Figure 5 - Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'intérim repart fortement à la hausse dans les Hautes-Alpes (+10,0 %) et les Alpes-de-Haute-Provence (+7,0 %), mais accuse une nette baisse dans les Alpes-Maritimes (-2,4 %) et en Vaucluse (-1,5 %). Dans le Var et les Bouches-du-Rhône l'emploi intérimaire évolue comme en moyenne régionale.

L'emploi industriel poursuit sa hausse au quatrième trimestre (+0,6 %, après +0,7 % au trimestre précédent), et croît dans tous les sous-secteurs. En particulier, la progression des effectifs dans la

Ecrit par le 18 mai 2026

fabrication de matériels de transport est forte (+1,3 % sur trois mois, +5,0 % sur un an).

Depuis la crise sanitaire, la dynamique de l'emploi industriel (hors intérim) reste plus soutenue en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en France (hors Mayotte, +0,3 % ce trimestre). Sur douze mois, l'emploi industriel est en hausse de 2,1 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur contre 1,1 % au niveau national.

Dans la construction, la baisse des effectifs (hors intérim) semble interrompue depuis deux trimestres en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-0,1 % au quatrième trimestre, après -0,0 % au trimestre précédent), après la contraction enregistrée début 2023. Sur un an, les effectifs du secteur sont encore en nette baisse (-0,9 %).

À noter tout de même que les emplois intérimaires, lorsqu'ils sont affectés au secteur utilisateur, sont un peu plus dynamiques dans les secteurs les plus à la peine sur les créations d'emploi classiques. La construction et le tertiaire marchand gagnent des intérimaires ce trimestre, mais le nombre de destructions d'emploi dans ces secteurs est plus élevé que les apports de nouveaux intérimaires. Dans l'industrie, c'est l'inverse : l'emploi classique est dynamique et le recours à l'intérim baisse.

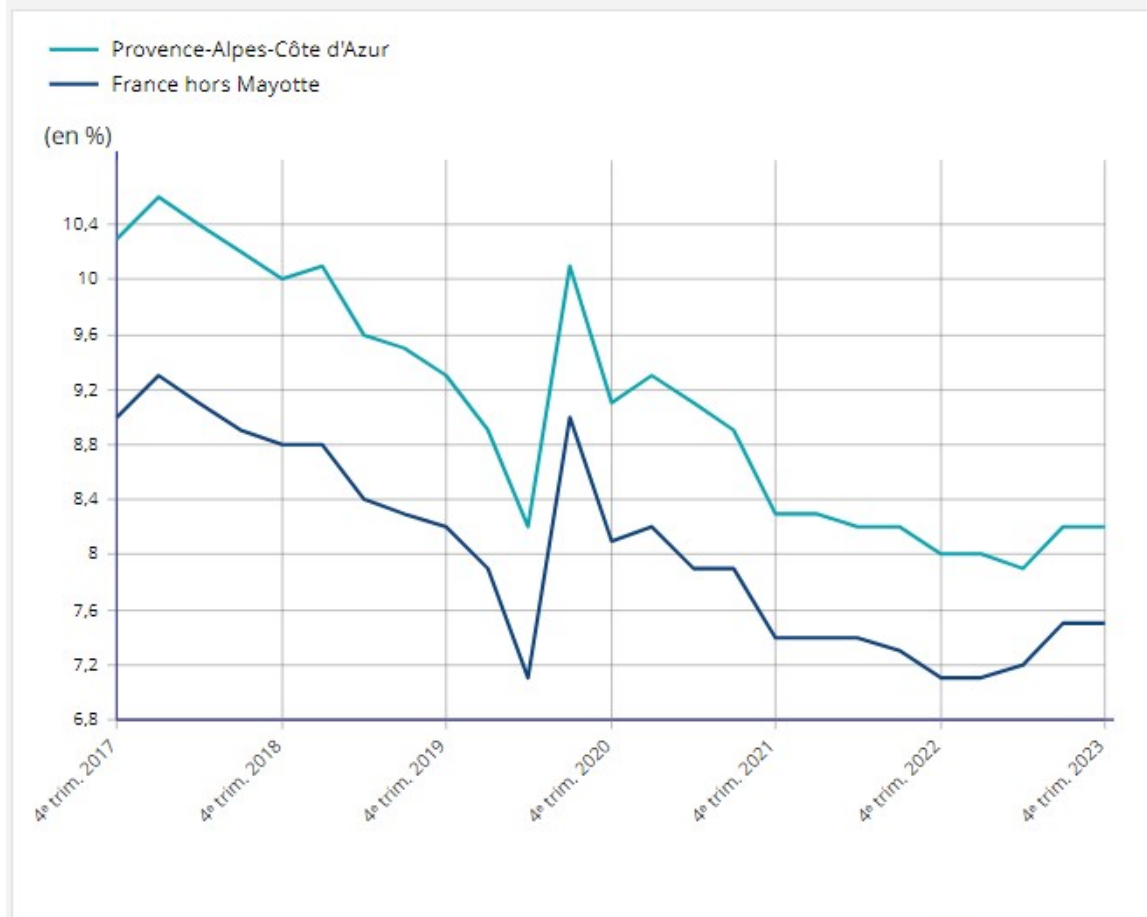
Le taux de chômage se stabilise

Le taux de chômage est stable ce trimestre (+0,0 point), après la hausse enregistrée au trimestre précédent (la première depuis plus de deux ans, voir tableau ci-dessous). Il s'établit à 8,2 % de la population active. En France (hors Mayotte), il se stabilise également et s'élève à 7,5 % de la population active.

Après avoir augmenté dans la totalité des zones d'emploi de la région lors du troisième trimestre, le taux de chômage se stabilise au niveau localisé. C'est dans la zone d'emploi de Bollène (partie Provence-Alpes-Côte d'Azur) qu'il augmente le plus (+0,3 point). Il est le plus faible dans le département des Hautes-Alpes (6,9 %) tandis qu'il demeure le plus élevé en Vaucluse (9,9 %).

Ecrit par le 18 mai 2026

Figure 6 - Taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données trimestrielles CVS.

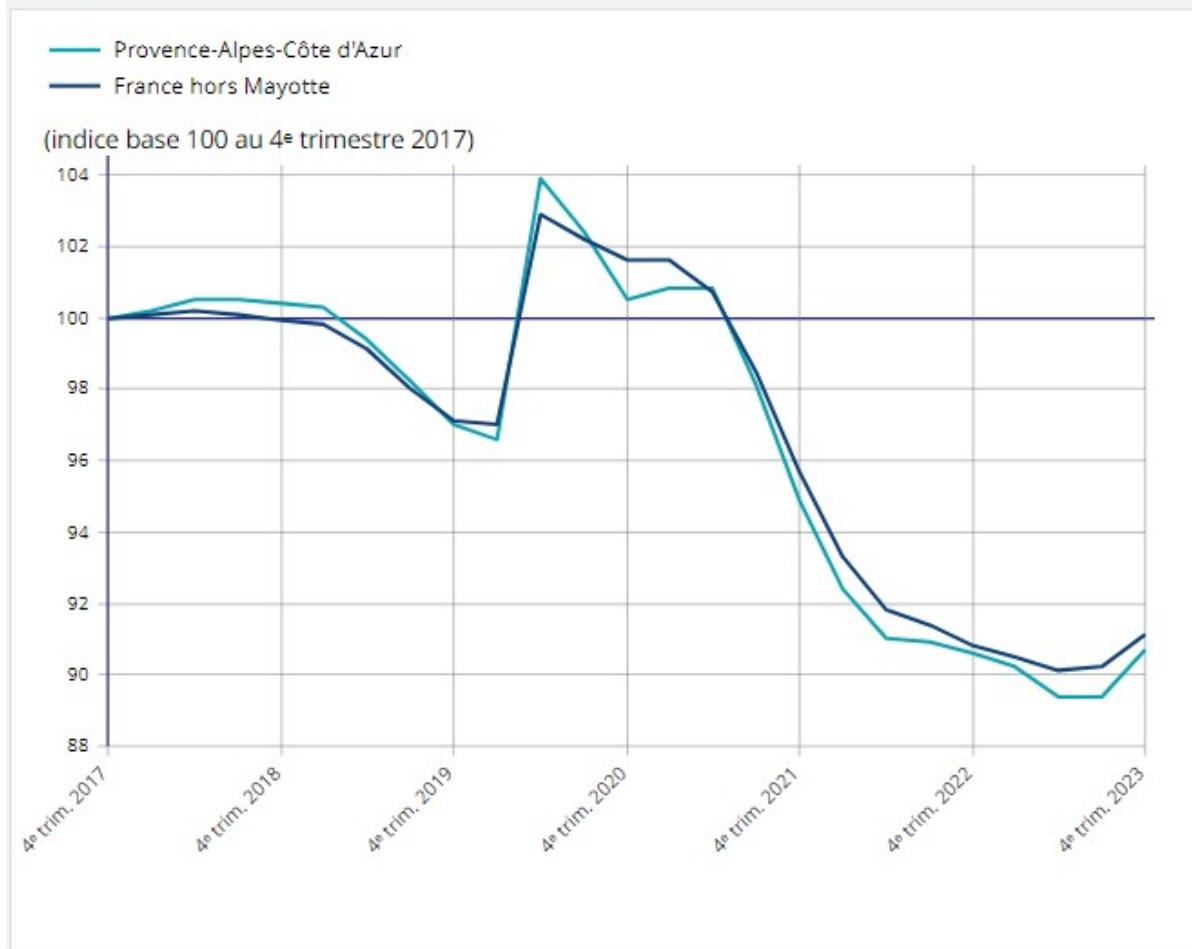
Source : Insee, taux de chômage localisés.

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse

Au quatrième trimestre 2023, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 452 310 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B et C sont inscrits à France Travail (ex Pôle emploi) dans la région, soit une hausse de 1,4 % sur un trimestre (voir tableau ci-dessous). Le nombre de DEFM avait diminué sans discontinuer de mi-2021 à mi-2023, avant de se stabiliser le trimestre dernier. Ce retournement de tendance est également constaté au niveau national, bien que d'une ampleur légèrement moindre (+1,0 % ce trimestre).

Ecrit par le 18 mai 2026

Figure 7 – Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à France Travail



Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi du trimestre est une moyenne des données mensuelles afin de mieux dégager les évolutions tendanciennes.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD), inscrits en catégorie A, B ou C depuis un an ou plus, connaissent la même tendance. Leur nombre (185 820 inscrits) est en hausse de 1,8 % ce trimestre, alors qu'il baissait sans discontinuer depuis 2021. La tendance est la même au niveau national, bien qu'un peu moins prononcée.

Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité professionnelle (catégorie A) baisse légèrement (-0,6 % sur un trimestre). Il s'établit en moyenne à 255 780 personnes. Au niveau France hors Mayotte, il augmente faiblement (+0,6 %).

En parallèle, les offres d'emploi publiées par France Travail (ex Pôle emploi) sont en forte baisse ce trimestre en Provence-Alpes-Côte d'Azur comme au niveau national. Sur un an, ces offres d'emploi

Ecrit par le 18 mai 2026

diminuent nettement dans la région (-8,1 % contre -4,3 % en France hors Mayotte).

Les défaillances au plus haut depuis cinq ans

Au quatrième trimestre 2023, le nombre de défaillances d'entreprises dans la région continue à croître et poursuit le rattrapage amorcé début 2022 (voir tableau ci-dessous). Après être tombés à des seuils historiquement bas fin 2021 (3 100 défaillances), les dépôts de bilan augmentent de manière continue. Ainsi, plus de 5 800 défaillances sont enregistrées au total sur 2023, contre 4 800 sur 2022, soit une hausse de 34 % (+36 % au niveau national). Le nombre de défaillances dépasse maintenant nettement celui de l'avant crise sanitaire (+11 % par rapport à 2019).

Figure 8 - Défaillances d'entreprises



Notes : données mensuelles brutes au 23 févr. 2024, en date de jugement.

Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

Ce retour des défaillances à des niveaux au moins équivalents à l'avant-crise Covid résulte d'une part de l'arrêt des mesures de soutien gouvernementales mises en place lors de la crise sanitaire, qui avaient

Ecrit par le 18 mai 2026

permis dans certains cas de retarder des échéances de dépôt de bilan, et d'autre part d'une conjoncture actuellement peu porteuse. Les incertitudes pesant sur le commerce mondial et l'inflation de ces derniers trimestres avec ses incidences sur la consommation des ménages pourraient en effet continuer à éprouver le tissu entrepreneurial.

Cette hausse des défaillances est particulièrement marquée dans le secteur de l'industrie (+67 % par rapport à un an plus tôt), dans l'hébergement-restauration (+50 %), l'information-communication (+46 %) et la construction (+43 %). Sur un an, seules les activités immobilières échappent pour le moment à la hausse des défaillances ; ce secteur en avait toutefois enregistré davantage en 2021 et 2022.

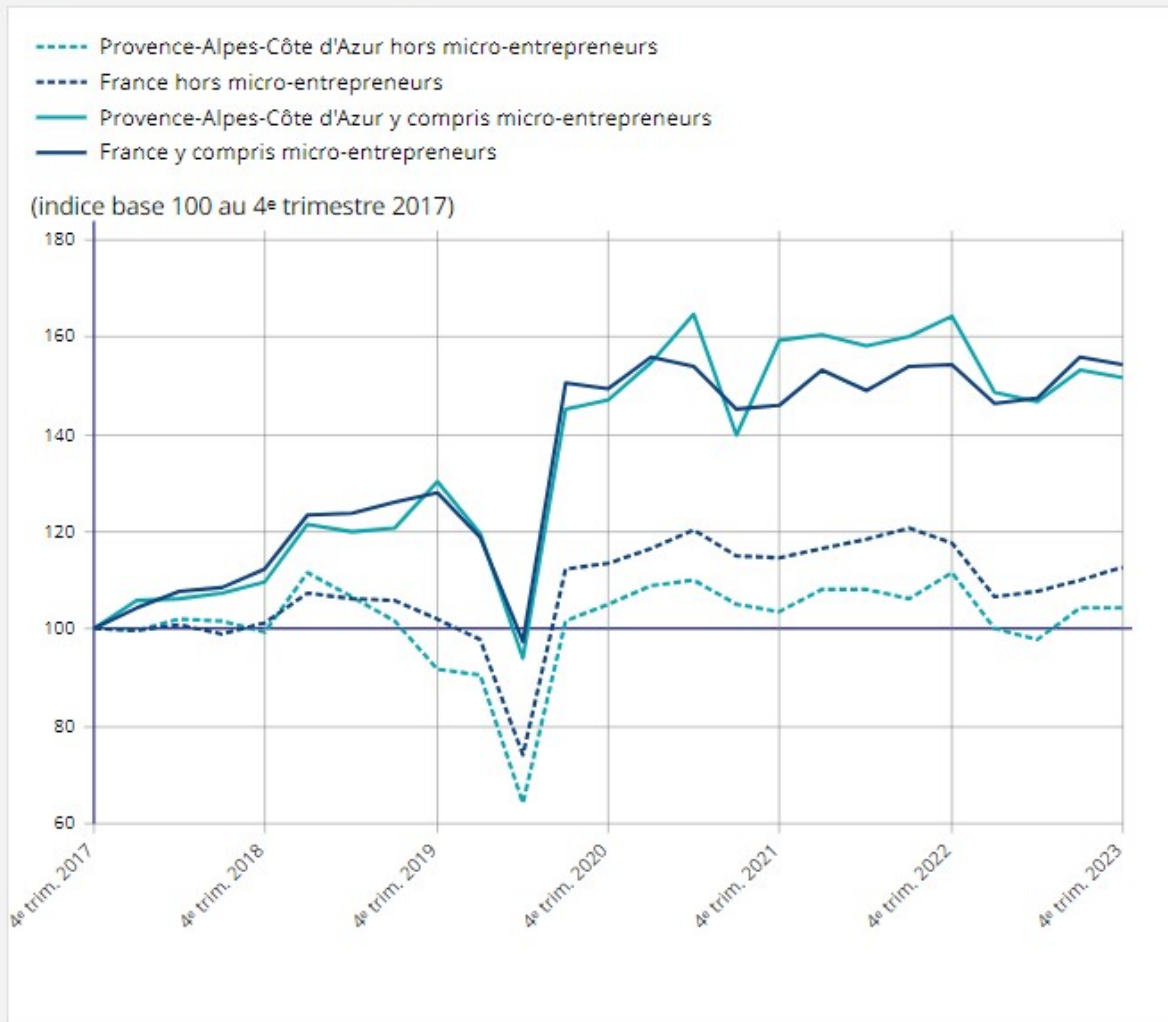
Tous les départements de la région connaissent, sur un an, des hausses de défaillances supérieures à 15 %. En particulier, le nombre d'entreprises ayant déposé le bilan a crû nettement dans les Bouches-du-Rhône (+37 % sur un an), en Vaucluse (+35 %) et dans les Alpes-Maritimes (+34 %). Par rapport à 2019 et l'avant-crise sanitaire, le nombre de défaillances est plus élevé dans tous les départements de la région, à l'exception du Var où il est stable (-0,5 %).

Les statistiques diffusables à un niveau régional semblent indiquer une diminution du nombre d'immatriculations au quatrième trimestre 2023. Avec 26 100 créations d'entreprises, elles baissent de 1,0 % par rapport au troisième trimestre (voir tableau ci-dessous), après une hausse de 3,8 % au trimestre précédent. Sur l'année 2023, la baisse des immatriculations en Provence-Alpes-Côte d'Azur est nette (-7,5 % par rapport à 2022).

Au niveau national, les créations suivent au quatrième trimestre une tendance similaire (-1,0 %), mais restent mieux orientées sur un an (+0,1 %).

Ecrit par le 18 mai 2026

Figure 9 – Créations d'entreprises



Note : données CVS-CJO.

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, SIDE.

Au quatrième trimestre, les créations d'entreprises classiques sont stables (+0,2 %), alors que celles de micro-entreprises diminuent (-1,6 %). Toutefois, sur un an, la baisse est très sensible : -6,3 % pour les entreprises classiques et -8,1 % pour les auto-entrepreneurs. Dans le secteur tertiaire marchand, les créations sont assez stables sur un trimestre. Elles diminuent dans l'industrie (-7,0 %) et dans la construction (-4,1 %).

Contextes international et national

En 2023, les économies mondiales ont évolué en ordre dispersé. La croissance américaine a ainsi atteint

Ecrit par le 18 mai 2026

+2,5 % contre +0,5 % dans la zone euro, où l'activité est globalement étale depuis la fin 2022. L'Europe est restée exposée à des prix énergétiques élevés, bien qu'en repli, et pâtit des effets du resserrement monétaire. L'économie américaine y a été moins sensible, bénéficiant de puissants soutiens publics. En Chine, passé le rebond consécutif à la réouverture de l'économie, la croissance s'est stabilisée à un rythme sensiblement inférieur à celui de la décennie 2010, pénalisée notamment par la contraction du secteur immobilier. Ces divergences conjoncturelles se prolongeraient début 2024.

Au quatrième trimestre 2023, le PIB français est resté quasi stable (+0,1 %). La consommation des ménages s'est stabilisée tandis que l'investissement, des ménages comme des entreprises, a reculé. Le commerce extérieur a soutenu l'activité mais ce soutien provient, pour une large part, d'un phénomène de déstockage. L'épisode inflationniste s'estompe : l'inflation est tombée à +3,0 % sur un an en février 2024. L'emploi salarié a nettement ralenti en 2023, augmentant de 0,6 % sur l'année. Début 2024, le climat des affaires se situe un peu en deçà de sa moyenne de longue période. Les premières données disponibles pour janvier 2024 (notamment production industrielle et consommation des ménages) sont mal orientées et la croissance serait nulle au premier trimestre. L'amélioration de la consommation ne se traduirait dans la croissance qu'au printemps (+0,3 % prévu au deuxième trimestre 2024).

Etude réalisée par Étienne Lenzi et Corinne Roche pour l'Insee